

FONCTION PUBLIQUE

NOUVEAUX HORAIRES DE TRAVAIL DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION



Vendredi 12 Juin 2015 - 25 Chaâbane 1436 - N° 987 - 3^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

www.dknews-dz.com

27^e SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
DE L'UA A JOHANNESBURG

M. SELLAL
REPRÉSENTE
LE PRÉSIDENT
BOUTEFLIKA



Lamamra
souligne la
«nécessité»
de faire entendre
la voix de
l'Afrique à l'ONU

40^e RÉUNION DU CONSEIL DES
GOUVERNEURS DE LA BID

M. Benkhalfa
présente à Maputo
les efforts de l'Algérie
pour développer
son économie

EL GHAZI À GENÈVE
L'ALGÉRIE EST
«SOUCIEUSE»
DE RENFORCER
LE RÔLE DE L'OIT

p.6

p.24

COLLECTIVITÉS LOCALES

MOBILISATION DES CADRES ET DES ÉLUS POUR LA MISE EN ŒUVRE
DU PROGRAMME DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'APPEL DE BEDOUI

Le ministre des l'Intérieur
et des Collectivités locales,
Nouredine Bedoui, a
exhorté, mercredi à Alger,
les cadres de son ministère
et les élus locaux à se
mobiliser et à poursuivre
leurs efforts «avec la même
ardeur et ténacité» pour la
mise en œuvre du plan
d'action du gouvernement
qui est une «traduction
fidèle» du programme du
président de la République,
Abdelaziz Bouteflika.

S'adressant aux cadres de
son ministère et aux élus
locaux à l'issue d'une série
de rencontres dont la
dernière a été tenue mardi,
M. Bedoui a mis l'accent sur
«la poursuite des efforts avec
la même ardeur, ténacité et
volonté, pour la mise en
œuvre du plan d'action du
gouvernement, qui n'est
autre qu'une traduction
fidèle du programme du
président de la République
sur le terrain».

p.7



INDUSTRIE Des plans
d'accompagnement
prévus pour les
groupes industriels
publics

SELON LES PRÉVISIONS
DE LA BANQUE MONDIALE
Révision en baisse de
la croissance de l'Algérie
sur 2015 mais en hausse
sur 2016-2017

DÉBUT DES TRAVAUX À PARIS DE LA
1^{re} ÉDITION DU FORUM ÉCONOMIQUE
ALGÉRO-FRANÇAIS
«Le renouveau d'une
économie dynamique»

OUYAHIA
L'A ANNONcé HIER
Congrès
extraordinaire
du RND
en mai 2016

SANTÉ
Les Chips
accusées d'être
cancérogènes



Pages 12-13

MORTALITÉ
MATERNELLE
M. Boudiaf :
«Net recul
ces dernières
années
en Algérie»

p.8

FOOTBALL
CAN-2017
(QUALIFICATIONS / 1^{re} J-GR J)
ALGÉRIE-SEYCHELLES
Assurer
et rassurer

p.21

SOCIÉTÉ
BILAN DE LA DGSN
DES ACCIDENTS
DE LA ROUTE
3 morts et
304 blessés
en une
semaine

p.10

La Direction générale de la Fonction publique a rendu publics jeudi dans un communiqué les horaires de travail applicables dans les institutions et administrations publiques durant le mois de Ramadhan. Ces horaires sont fixés comme suit : - de 7h30 à 14h30, pour les wilaya d'Adrar, Tamanrasset, Illizi, Tindouf, Béchar, Ouargla, Ghardaïa, Laghouat, Biskra et El Oued. - de ghoo à 16h00, pour les autres wilayas. Les horaires habituels de travail reprendront après la fête de l'Aïd El Fitr, précise la même source.

Météo



► Régions Nord : 24° à Alger

Temps voilé à nuageux avec localement quelques pluies éparses vers les régions côtières Centre et Est. Formations de cellules orageuses vers les régions de l'intérieur, les Hauts-Plateaux et les Aurès. Les vents seront faibles à modérés. La mer sera peu agitée à agitée.

► Régions Sud : 36° à Tamanrasset

Temps généralement ensoleillé excepté quelques formations nuageuses sur le Hoggar/Tassili en fin d'après-midi. Les vents seront modérés à parfois assez forts avec soulèvements de sable locaux.

DEMAIN AU MINISTÈRE DU TRAVAIL
Célébration de la Journée mondiale contre le travail des enfants



A l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, organise demain samedi 13 juin à partir de 8h30, une cérémonie pour célébrer l'événement.

TRANSPORTS
Talai demain à Mascara

Le ministre des Transports, M. Boudjema Talai, effectuera demain samedi 13 juin 2015, une visite de travail et d'inspection des projets relevant du secteur dans la wilaya de Mascara.



DEMAIN À L'AURASSI
Conférence du SG du FLN Amar Saâdani



Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), M. Amar Saâdani, animera une conférence de presse, demain samedi 13 juin à 10h au niveau de l'hôtel El Aurassi.



► TAJ
Ghoul demain à El Meniaâ



Le président du parti de TAJ, le Dr Amar Ghoul, présidera un meeting populaire, demain samedi 13 juin à 17h à la salle omnisports d'El Meniaâ, wilaya de Ghardaïa.

► PT
Rencontre avec les cadres de Souk Ahras



La secrétaire générale du Parti des travailleurs, Mme Louisa Hounoune, présidera ce matin à 10h à la salle de conférences Miloud Tahar de Souk Ahras, une rencontre avec les cadres du parti.

► FRONT EL MOUSTAKBAL
Meeting demain à Zéralda



Le président du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaïd, animera un meeting populaire demain samedi 13 juin à 14h au Camp de jeunes de loisirs de Zéralda.

DEMAIN À 10H30
AU FORUM DE DK NEWS
Conférence à l'occasion de la Journée mondiale de don du sang



de notre publication, 3, rue du Djurdjura, Ben Aknoun, Alger.

Al'occasion de la célébration de la Journée mondiale de don et des donneurs de sang qui coïncide avec le 14 juin et à la veille du mois sacré du Ramadhan 1436, le Forum de DK News reçoit demain samedi 13 juin 2015 à 10h30, pour une conférence débat, le président de la Fédération algérienne des donneurs de sang M. Gherbi Kadour. La rencontre aura lieu au centre de presse

MARDI 16 JUIN
AU CERCLE NATIONAL DE L'ARMÉE
Rencontre nationale des cadres du secteur des Ressources en eau et de l'Environnement



Le ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, organise mardi 16 juin 2015 à partir de 9h au Cercle national de l'Armée de Beni-Messous, une rencontre nationale des cadres du secteur. Cette rencontre sera présidée par le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, M. Abdelwahab Nouri, a pour objectif, d'informer les cadres du secteur de la nouvelle organisation et du fonctionnement du ministère issu du dernier remaniement ministériel, et de présenter le programme de développement du secteur en termes de bilan, d'impact sur le développement socioéconomique et sur le service public de l'eau et de l'assainissement ainsi que les propositions d'amélioration de l'efficience du secteur.

JEUNESSE ET SPORTS
Caravane de sensibilisation sur le port du casque



Les Directions de la Jeunesse et des sports des wilayas de Blida, Boumerdès, Tipasa et Alger, organisent demain samedi 13 juin, une caravane de sensibilisation sur le port du casque pour les conducteurs de motos. Le départ sera donné à 8h au niveau du stade Tchaker de Blida tandis que l'arrivée est prévue au Complexe olympique Mohamed Boudiaf, Alger.

BÉJAÏA
AG du secrétariat de l'ONPCP



L'Organisation nationale pour la promotion de la culture de la paix, organise cet après-midi à 15h à la maison de la Culture de Béjaïa, la première Assemblée générale du secrétariat de l'ONPCP de la wilaya.

► PORT EL DJAMILA
Concours de nage libre de la DGSN

Sous le haut patronage du général-major, Abdelghani Hammel, Directeur général de la Sûreté nationale, la DGSN organise aujourd'hui au port El Djamil, Aïn-Bénián (Alger), la 5e édition du concours de nage libre.

► LE 15 JUIN À BENI MESSOUS
Journée d'étude sur le rôle des TIC dans la gestion des catastrophes naturelles

Algérie Télécom satellite organise lundi 15 juin 2015 à 9h au Cercle de l'armée de Beni-Messous, Alger, une journée d'étude sur «Le rôle des télécommunications dans la gestion des catastrophes naturelles».

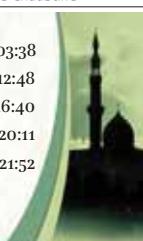
► LES 14 ET 15 JUIN AU MERCURE
Séminaire sur les méthodes d'examen des marchés

Le Centre de formation, BMGI Center, organise les 14 et 15 juin à l'hôtel Mercure, un séminaire sur «Les outils et méthodes pour l'examen des marchés exigibles aux membres des commissions de marchés».

	Max	Min
Alger	24°	19°
Oran	23°	19°
Annaba	27°	22°
Béjaïa	25°	19°
Tamanrasset	36	24°

Horaires des prières

Vendredi 12 Juin 2015



DEMÀN A 10H30
AU FORUM DE DK NEWS
Conférence à l'occasion de la Journée mondiale de don du sang



de notre publication, 3, rue du Djurdjura, Ben Aknoun, Alger.

JEUNESSE ET SPORTS
Caravane de sensibilisation sur le port du casque



Les Directions de la Jeunesse et des sports des wilayas de Blida, Boumerdès, Tipasa et Alger, organisent demain samedi 13 juin, une caravane de sensibilisation sur le port du casque pour les conducteurs de motos. Le départ sera donné à 8h au niveau du stade Tchaker de Blida tandis que l'arrivée est prévue au Complexe olympique Mohamed Boudiaf, Alger.



► PORT EL DJAMILA
Concours de nage libre de la DGSN

Sous le haut patronage du général-major, Abdelghani Hammel, Directeur général de la Sûreté nationale, la DGSN organise aujourd'hui au port El Djamil, Aïn-Bénián (Alger), la 5e édition du concours de nage libre.

► LE 15 JUIN À BENI MESSOUS
Journée d'étude sur le rôle des TIC dans la gestion des catastrophes naturelles

Algérie Télécom satellite organise lundi 15 juin 2015 à 9h au Cercle de l'armée de Beni-Messous, Alger, une journée d'étude sur «Le rôle des télécommunications dans la gestion des catastrophes naturelles».

► LES 14 ET 15 JUIN AU MERCURE
Séminaire sur les méthodes d'examen des marchés

Le Centre de formation, BMGI Center, organise les 14 et 15 juin à l'hôtel Mercure, un séminaire sur «Les outils et méthodes pour l'examen des marchés exigibles aux membres des commissions de marchés».

COLLECTIVITÉS LOCALES

L'appel de Bedoui

• Mobilisation des cadres et des élus pour la mise en œuvre du programme du président de la République

Le ministre des Intérieurs et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, a exhorté, mercredi à Alger, les cadres de son ministère et les élus locaux à se mobiliser et à poursuivre leurs efforts «avec la même ardeur et ténacité» pour la mise en œuvre du plan d'action du gouvernement qui est une «traduction fidèle» du programme du président de la République, Abdalaziz Bouteflika.

S'adressant aux cadres de son ministère et aux élus locaux à l'issue d'une série de rencontres dont la dernière a été tenue mardi, M. Bedoui a mis l'accent sur «la poursuite des efforts avec la même ardeur, ténacité et volonté, pour la mise en œuvre du plan d'action du gouvernement, qui n'est autre qu'une traduction fidèle du programme du président de la République sur le terrain».

En ce sens, le ministre a relevé qu'un «saut qualitatif a été enregistré dans l'affermissement et la consolidation de la crédibilité de l'Etat» et ce, à la faveur, a-t-il dit, «des réformes menées et ayant placé le citoyen et le service public au cœur des préoccupations des pouvoirs».

Il a expliqué que cela «favorise un rôle plus actif de la société civile et une implication citoyenne effective dans la gestion des affaires publiques».

Relevant que «beaucoup reste à faire dans ce cadre», le ministre a fait observer que «l'option de parfaire et de consolider l'entière informatisation des systèmes d'information et de traitement des données et d'automatisation des prestations des services publics administratifs, n'est plus un choix, mais un besoin vital indispensable pour la bonne gouvernance au sein de notre secteur».

Dans ce sens, M. Bedoui a assuré les cadres de son ministère et les élus de son «indéfectible soutien» dans l'exercice de leurs missions



respectives, affirmant qu'il sera «constamment à l'écoute de leurs préoccupations».

Lutter contre le népotisme et la corruption

«La bureaucratie, le népotisme et la corruption, sont aujourd'hui des maux endémiques et persistants qui menacent, hélas, les fondements de notre organisation administrative», a déploré le ministre, affirmant qu'il est indispensable de lutter contre ces phénomènes, sans relâche, pour les faire disparaître, et ce à travers le processus de modernisation enclenché».

M. Bedoui a expliqué que cela «se concrétisera avec l'appui d'une politique plus entreprenante» en matière de simplification et d'harmonisation des procédures, qui son département s'attèle à mettre en œuvre.

Il a, de ce fait, insisté sur la «symbiose» qui doit régner entre le représentant de l'Etat désigné et l'élu, relevant, à cet égard, que «l'intérêt général doit être le trait d'union devant lier les uns aux autres et l'objet d'une communication serrée». «Nos services publics sont appelés, dans ce cadre, à relever les défis, faire face à ces nouvelles mutations et les contenir efficacement», a-t-il ajouté.

Une politique de formation pour développer les compétences

M. Bedoui a assuré, en outre, que son département «ne manquera pas d'accompagner les cadres du minis-

tier et les élus dans l'effort à accomplir, notamment à travers la politique de formation à asseoir, en vue de renforcer les capacités de gestion, développer les compétences et renforcer les aptitudes d'encadrement».

«Cette démarche constitue un axe prioritaire du plan d'actions du ministère qui concernera à la fois les personnels administratifs et les élus locaux, suscitant ainsi leur engagement et leur implication totale».

Evoquant l'émergence d'un «service public de qualité», il a mis en valeur la «redynamisation des organes de gestion, l'innovation et l'impulsion d'un esprit d'entrepreneuriat et de créativité qui sont autant d'éléments qu'il sera question de prendre en compte dans notre démarche».

Le ministre de l'Intérieur a ainsi recommandé une «nécessaire réadaptation» des textes aux exigences de la réalité pour enclencher, a-t-il dit, «un plan de réforme des collectivités locales, susceptible de les doter en nouveaux modes d'organisation et de gestion, en mécanismes et outils, de manière à leur permettre de réaliser les objectifs escomptés».

«Au plan économique, M. Bedoui a précisé que son ministère est appelé à accompagner la collectivité locale par la «mobilitation de toutes les énergies et les ressources disponibles, les valoriser et les canaliser pour développer une action économique efficace». Il a

expliqué que cette démarche est en mesure de réduire les inégalités entre collectivités, favoriser la solidarité locale et réaliser un développement homogène et équilibré de tout le territoire national».

«Un intérêt particulier sera évidemment accordé aux régions frontalières, aux zones enclavées et/ou montagneuses, ainsi qu'à celles du Sud», a-t-il assuré, soulignant que «la nouvelle réorganisation administrative, décidée par le président de la République, en est la parfaite illustration, car elle vient raffermir les vertus de la décentralisation».

Préserver les acquis de la politique de réconciliation

Sur un autre registre, M. Bedoui a rappelé que l'Algérie demeure confrontée à des «défis grandissants et des enjeux majeurs», faisant observer que «la sécurité et la quiétude recouvrée par notre pays dans ce contexte régional mouvant, attise la menace de forces occultes».

A cet effet, il a appelé à «préserver les acquis de la politique de réconciliation nationale, menée par le président de la République, et à observer un niveau élevé de vigilance pour déjouer toute manœuvre ciblant la stabilité et l'unité du pays».

M. Bedoui a, en outre, salué les «efforts colossaux déployés par les cadres du ministère et des élus, ainsi que leurs sacrifices, de même que leur contribution active à la réussite des programmes nationaux de développement».

S'adressant aux cadres et aux élus, le ministre leur a fait remarquer que «les résultats et les succès ainsi réalisés, n'ont pu être obtenus que grâce à votre esprit d'engagement, d'abnégation et de dévouement, conjugués à la pertinence et à la portée stratégique des politiques initiées par le président de la République».

OUYAHIA L'A ANNONcé HIER Congrès extraordinaire du RND en mai 2016



Le Rassemblement national démocratique (RND) tiendra son congrès extraordinaire en mai 2016 pour l'élection de son nouveau secrétaire général, a annoncé jeudi le secrétaire général par intérim du parti Ahmed Ouyahia.

Dans une conférence de presse à l'issue de la clôture de la 4e session ordinaire du RND, M. Ouyahia a fait savoir qu'il a été convenu de tenir le congrès extraordinaire du parti en mai 2016 pour l'élection du nouveau secrétaire général suite à la démission de M. Abdellah Bensalah.

Le SG par intérim a annoncé en outre qu'il rencontrera samedi prochain les 20 membres du secrétariat national désignés mercredi afin de leur répartir leurs tâches. Par ailleurs, M. Ouyahia, qui est également ministre d'Etat, directeur de cabinet à la présidence de la République, a fait savoir que les prochaines échéances électorales auront lieu à la date fixée par la loi (législatives en 2017 et présidentielle en 2019) et que le président de la République Abdalaziz Bouteflika remplira sa fonction jusqu'à la fin du mandat présidentiel pour lequel il a été élu.

«Le président de la République n'a peut-être pas la santé qu'il avait lors de son élection en 1999, mais ses capacités d'analyse et de gestion équivalent à 150% de ce qu'il présentait auparavant», a soutenu M. Ouyahia.

A une question sur l'ambition de Said Bouteflika, frère du président de la République, de postuler pour la présidence il a répondu: «Je ne pense pas que le peuple algérien soit un peuple monarchiste et je ne pense pas que le Moudjahid Bouteflika qui s'est battu pour le pays, dès l'âge de 16 ans, que ce soit les armes à la main dans un premier temps ou en tant qu'homme politique et à la direction de ce pays autant qu'au sein des visions monarchistes». «Said Bouteflika n'est pas inconnu sur la scène algérienne et ce n'est pas quelqu'un qui est en train de jouer dans cette direction», a-t-il dit.

INDUSTRIE

Des plans d'accompagnement prévus pour les groupes industriels publics

Des plans d'accompagnement sont prévus pour les groupes industriels publics, créés en février dernier, portant essentiellement sur une charte de la gouvernance des entreprises publiques et la formation des équipes managériales.

Dans un message lu en son nom lors de l'assemblée générale de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), le ministre de l'Industrie et des mines, Abdessalem Bouchouareb, a indiqué que les pouvoirs publics travaillaient sur des plans d'accompagnement des groupes industriels nés de la restructuration du secteur public marchand.

A ce propos, il a cité l'élaboration d'une charte de la gouvernance des entreprises publiques sous la supervision de leurs organes sociaux. Dans ce cadre, les conseils d'administration seront responsabilisés et les directeurs généraux auront toute la latitude de la prise de décision dans le cadre

de la stratégie retenue et «sous la supervision de leurs organes sociaux», a-t-il précisé.

Il a aussi révélé que les règles qui gèrent les relations entre l'administration et les entreprises publiques allaient être ré-examinées à l'effet de clarifier la nature de ces rapports et de mettre fin aux notions de «tutorat» des entreprises publiques.

M. Bouchouareb a aussi fait savoir qu'un système de rémunération des équipes dirigeantes des entreprises publiques, basé sur l'atteinte des objectifs, était en préparation.

Ce système sera mis en place dans chaque des groupes publics dès l'approbation de sa stratégie et de son plan d'action.

«La rémunération des dirigeants et l'appréciation de la performance des conseils d'administration seront déterminées sur la base des objectifs retenus dans cette stratégie et dans ce plan d'action», a

détaillé le ministre. Le ministère va aussi lancer des études pour «faire reconnaître la prise de risque dans le cadre de décisions managériales, qui est le propre des gestionnaires, et ce, pour le bien de l'entreprise et pour la poursuite des objectifs».

Ainsi, «les organes sociaux des entreprises peuvent, certainement, sanctionner des gestionnaires pour les risques pris qui se matérialiseraient et pénaliserait l'entreprise mais sans, pour autant, donner lieu à des poursuites judiciaires», a précisé le ministre.

En outre, le secteur va mettre des moyens de formation au profit des compétences managériales et techniques adaptées, selon le ministre qui a précisé que quatre instituts supérieurs de formation (corporate universités) verront bientôt le jour.

Par ailleurs, il a appelé l'UNEP à jouer un rôle dans la réussite de ces opérations

et à s'impliquer dans les débats qui concernent l'entreprise nationale. Les pouvoirs publics, a-t-il rappelé, avaient mis en place, durant plusieurs années, des plans de développement totalisant 2.000 milliards DA dont plus de 50% pour l'industrie à l'effet d'assainir, de réhabiliter, de moderniser et de mettre à niveau les entreprises publiques économique aux plans organisationnel, managérial, humain et commercial.

A souligner que l'assemblée générale (AG) élective de l'UNEP a été élue, jeudi, Lakhdar Rakhrourkh, P-DG de Cosider, nouveau président de cette organisation pour un mandat de trois ans en remplacement de Mustapha Merzouk.

Cette AG, qui a réuni plus de 100 cadres dirigeants d'entreprises publiques, a également élus les 11 membres du bureau national composé de quatre vice-présidents.

NIGERIA

Sommet régional à Abuja pour finaliser la force anti-Boko Haram

Les chefs d'Etat du Nigeria, du Niger, du Tchad, du Cameroun et du Bénin se sont réunis mardi dans la capitale nigériane Abuja pour finaliser la mise en place d'une force régionale de près de 9.000 hommes avec l'objectif d'en finir avec le groupe extrémiste armé nigérian Boko Haram.

Cette réunion au sommet a été préparée par deux jours de discussions préalables entre les ministres de la Défense et les chefs militaires de ces pays.

Le sommet doit finaliser les derniers détails de la Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF), dotée de 8.700 militaires, policiers et civils, fournis par les cinq pays, et dont le quartier général sera installé dans la capitale tchadienne N'Djamena. Elle sera commandée par un général nigérian, Tukur Buratai.

La création de cette nouvelle force avait été décidée en mai 2014, après le kidnapping de plus de 200 lycéennes à Chibok, au Nigeria. Elle aurait dû déjà être opérationnelle en novembre dernier, mais des différences entre certains de ces pays ont retardé sa mise en place.

La force, soutenue par l'Union africaine (UA), est censée être plus homogène que l'actuelle coalition militaire. Son quartier général coutera quelque 30 millions de dollars durant les 12 prochains mois, a indiqué mercredi Sanusi Imran Abdullahi, chef de la Commission du Bassin du lac Tchad.

Le Nigeria et ses alliés ont lancé une offensive conjointe contre Boko Haram depuis février et enregistré de nombreux succès militaires, faisant reculer le groupe armé qui s'est mué en un mouvement armé affilié à l'organisation autoproclamée

«Etat islamique» (EI/Daech) et menaçant toujours les pays de la région, malgré une série de revers sur le terrain.

Ceux-ci avaient infligé une série de défaites à l'armée nigériane depuis la mi-2014, et avaient commencé d'attaquer les territoires frontaliers du Cameroun, du Niger et du Tchad, ce qui a précipité l'engagement de ces pays dans le conflit, notamment de l'armée tchadienne.

Le nouveau président nigérian décidé à vaincre Boko Haram

Le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, un ancien général qui a pris ses fonctions le 29 mai, s'est engagé à vaincre Boko Haram qui a fait plus de 15.000 morts depuis six ans.

Dès son investiture, M. Buhari a ordonné au commandement militaire du pays de relocaliser son bureau à Maiduguri, épicentre de Boko Haram, et d'y rester jusqu'à ce que le dernier des terroristes soit éliminé et que les lycéennes soient sauvées.

L'ancien chef de l'armée avait promis que son administration donnerait un nouvel élan aux efforts visant à éliminer la menace de Boko Haram.

Sitôt investi, il a visité ses alliés au Tchad et au Niger pour discuter de la lutte collective contre Boko Haram. Puis il s'est rendu au sommet du G7 en Allemagne le week-end dernier pour appeler les dirigeants des pays riches à soutenir davantage dans sa lutte contre le groupe extrémiste.

M. Buhari cherche ainsi le soutien tactique des communautés mondiales pour mettre fin rapidement aux atrocités commises par Boko Haram.

Selon le président, le Nigeria continuera à solliciter l'appui des pays voisins dans sa tentative de surmonter Boko Haram.

Il a fait savoir que le Nigeria aurait également besoin de l'aide des autres nations et des institutions multilatérales pour la reconstruction des zones affectées par l'insurrection de Boko Haram et pour la réhabilitation des personnes déplacées.

«L'engagement sans précédent du G7 à soutenir le pays (le Nigeria) - dont les modalités doivent encore être mises au point - montrent que les dirigeants internationaux ont une grande confiance en M. Buhari», selon Malte Liewerscheid, analyste Afrique chez Verisk Maplecroft.

Boko Haram, qui signifie «l'éducation occidentale est un péché» en haoussa, la langue la plus parlée dans le nord du Nigeria, a néanmoins démontré qu sa capacité de nuisance demeure élevée: depuis l'investiture de M. Buhari le 29 mai, le groupe a multiplié les attaques dans le nord-est du pays, faisant au moins 109 victimes.

L'ONU dénonce les abus commis par Boko Haram et par des militaires

L'ONU a récemment dénoncé les violations commises à la fois par les rebelles du groupe armé Boko Haram et les militaires nigérians, appelant le nouveau président du Nigeria de traduire les coupables en justice.

«Les civils dans le nord-est

du Nigeria ont vécu des actes terribles de cruauté et de violence commis par Boko Haram», a déploré le Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein. «Cela inclut des meurtres gratuits, des exécutions sommaires, des participations forcées à des opérations militaires, y compris l'emploi d'enfants pour faire exploser des bombes», a-t-il ajouté. Le diplomate a également rapporté des actes de violations flagrantes commis par les militaires nigérians, appelant le président nigérian Muhammadu Buhari à prendre des mesures urgentes pour traduire en justice les auteurs de ces violations des droits humains, qu'ils soient ou non des fonctionnaires de l'Etat. Plusieurs ONG, dont Amnesty et Human Rights Watch, ont déjà fait état d'«exactions sommaires, de détentions arbitraires et de tortures en détention» de rebelles présumés au Nigeria.

Lamamra souligne la «nécessité» de faire entendre la voix de l'Afrique à l'ONU

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a souligné jeudi à Johannesburg la «nécessité» pour la voix de l'Afrique d'être entendue au sein des Nations unies. Intervenant à la dernière session de la retraite des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'Union africaine (UA), M. Lamamra a souligné que l'Afrique «se trouve devant un constat de marginalisation du processus de prise de décision au niveau international notamment sur les questions africaines, gérées par un conseil de sécurité dont la démocratisation n'est plus à justifier».

Ladite session a été consacrée à la question de la place de l'Afrique dans le système international à la lumière des préparatifs pour la célébration du 70e anniversaire des Nations unies.

Le ministre d'Etat a indiqué à ce sujet que le passage obligé d'une solution satisfaisante à cette situation de marginalisation «réside dans l'unité de l'Afrique elle-même».

«Le fait historique que lors de la 29e session de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Abdelaïz Bouteifika, alors président de cette instance, a pu en exclure le régime de l'apartheid, est la preuve qu'une Afrique solidaire et engagée peut faire prévaloir ses justes positions et de rallier en leur faveur un large soutien», a affirmé M. Lamamra. Le chef de la diplomatie algérienne a, dans ce contexte, ajouté que le seul fait que les tenants de l'ordre établi n'ont pas accordé à l'Afrique, représentée par l'ancien président mozambicain, Joaquim Chissano, l'opportunité de transmettre son message concernant une question de parachèvement de la décolonisation



sation du Continent «renseigne eloquemment sur le probable sort qui sera réservé à la demande africaine portée par le consensus d'Ezulwini concernant la réforme du Conseil de sécurité». Il a souligné, à ce titre, que l'unité de l'Afrique s'exprime principalement à travers le respect scrupuleux et l'engagement des groupes africains présents dans les capitales multilatérales aux positions et décisions des organes délibérants de l'Union africaine». M. La-

mamra conduit la délégation algérienne aux travaux de la 27e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), préparatoire à la 25e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, a indiqué lundi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Cette réunion est placée cette année sous le thème: «Autonomisation des femmes et le développement en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 pour l'Afrique».

Début de la 27e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA à Johannesburg

La 27e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) a débuté jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud), en présence du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, avec à l'ordre du jour l'examen des rapports et recommandations à soumettre au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement africains prévus les 14 et 15 juin pour adoption.

La présidente de la Commission africaine Nkosazana Dlamini Zuma a appelé dans une allocution à l'ouverture de la session, les membres de l'organisation panafricaine à «être vigilants pour relever les défis et faire face aux risques qui les attendent sur la voie de la mise en œuvre de l'Agenda 2063». Cet agenda n'est autre qu'un projet et un plan visant à assurer la prospérité et l'unité de l'Afrique.

Afin de mieux préparer la mise en œuvre de l'Agenda 2063, Nkosazana Dlamini-Zuma a invité les participants à la 27e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA à porter attention aux risques internes comme externes, comprenant entre autres les questions de paix et de sécurité, ainsi que le



risque de ralentissement dans l'intégration, dans le développement des infrastructures et dans la diversification des économies. Mme Zuma a souligné que «la situation sécuritaire dans de nombreux pays africains constitue un grand défi pour la stabilité et le développement du continent». Le secrétaire général-adjoint de l'organisation des Nations unies et secrétaire exécutif de la commission économique pour l'Afrique, Carlos Lopes, a indiqué que «la construction de l'avenir de l'Afrique bénéficiera forcément de l'action des Africains eux-mêmes», précisant que les Africains ont fait preuve, au cours des 50 dernières années «d'une capacité d'action qui a délivré le continent des chaînes de l'exploitation brutale et de la discrimination». Pour que l'Afrique puisse dé-

terminer son propre avenir, M. Lopes a affirmé que les idées élevant son développement politique, économique et social «doivent venir du continent lui-même et de la diaspora africaine». Il a ajouté que le plus important dans l'agenda 2063 c'est cet engagement résolu en faveur de la transformation structurelle du continent, précisant que «l'Afrique doit s'industrialiser pour assurer une croissance soutenue, créer des emplois et tirer un maximum de valeur de ses ressources naturelles».

La 27e session du Conseil exécutif (Conseil des ministres des Affaires étrangères) de l'Union africaine (UA) se tient en prévision de la conférence au sommet qui sera consacrée à l'autonomisation des femmes et du développement en vue de la concrétisation de l'Agenda 2063». Lors de leurs réunions préparatoires de deux jours (le 11 et 12 juin), les ministres africains devront examiner le premier plan décentralisé de mise en œuvre de l'Agenda 2063 ainsi que le projet de budget de l'organisation pour l'exercice 2016.

Le Conseil exécutif

aura également à passer

en revue les différentes

activités entreprises

dans le cadre de la mise

en œuvre du Programme

d'intégration économique

pour l'Afrique et de la préparation des

contributions de l'Afrique

dans le contexte de la 21e session

de la Conférence des parties à la convention

cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21) prévue à Paris fin 2015.

Les ministres africains auront, en outre, à se pencher sur les problématiques du terrorisme et de l'extrémisme radical, de la migration, de la xénophobie et de la gouvernance. D'autre part, les ministres africains soumettront, après examen, les rapports et clauses suggérées par certains pays membres du conseil, aux chefs d'Etat et de gouvernement pour adoption lors de la 25e session les 14 et 15 juin.

APS

POUR UN PARTENARIAT MUTUELLEMENT BÉNÉFIQUE

Promouvoir le «Made in Algeria» en France

● Vers la mise en place du «passeport numérique pour l'économie»

Les participants au premier forum économique algéro-français ont appelé jeudi à Paris à favoriser et développer les échanges économiques, commerciaux, industriels et financiers entre la France et l'Algérie en fédérant et mettant en relation les entrepreneurs dans un partenariat mutuellement bénéfique pour l'Algérie et la France.

Au terme des travaux de ce forum, les participants ont préconisé de réunir des expertises franco-algéries multiples au service des investisseurs et administration algériennes et de promouvoir le «Made in Algeria» en France par un double mouvement qui devrait être profitable aux deux pays.

Dans le domaine de la coopération agricole, il est recommandé la création d'un projet d'amélioration et de sauvegarde de races ovines algériennes à travers une ferme expérimentale et son centre de formation.

Dans le secteur numérique, il est nécessaire de contribuer à la mise en place du passeport numérique pour l'économie, selon les participants, qui ont souligné l'urgence d'un appui à la mise en œuvre et à la reconnaissance du label «Made in Algeria» à l'extérieur du marché algérien.

Pour le renforcement du capital humain, il est recommandé la mise en place d'un catalogue de formations haut de gamme pour l'Algérie et pour la France.

Plus précisément encore: la création d'un Campus des métiers de la Santé, d'un Campus des métiers de l'Industrie et pour finir des formations ciblées de haut niveau pour les PME/PMI.

Les travaux de la première édition du Forum économique algéro-français ont débuté jeudi à Paris pour booster davantage la coopération entre les deux pays en générant une dynamique d'investissement en vue de la mise en place d'un partenariat mutuellement bénéfique.

Placé sous le thème «Le renouveau d'une économie dynamique», cet événement organisé par la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie en France en collaboration avec le Forum des chefs d'entreprises (FCE), a pour objectif «d'informer et de créer des opportunités d'affaires» dans le cadre du développement des relations de partenariat entre la France et l'Algérie.

En 2014, le volume des échanges entre les deux pays se sont élevés à plus de 13 mds USD. La France a été le troisième client de l'Algérie avec 6,74 mds USD, derrière l'Espagne et l'Italie et son deuxième fournisseur avec 6,34 mds USD derrière la Chine.

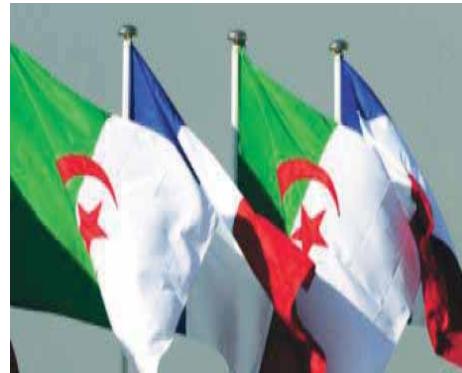
DÉBUT DES TRAVAUX À PARIS DE LA PREMIÈRE ÉDITION DU FORUM ÉCONOMIQUE ALGÉRO-FRANÇAIS

«Le renouveau d'une économie dynamique»

Les travaux de la première édition du forum économique algéro-français ont débuté jeudi à Paris pour booster davantage la coopération entre les deux pays en générant une dynamique d'investissement en vue de la mise en place d'un partenariat mutuellement bénéfique.

Cette rencontre économique, qui enregistre la participation de plus de 300 chefs d'entreprises, professionnels et responsables d'institutions économiques des deux pays, sera axée sur les questions relatives à l'investissement et au partenariat.

Il regroupe aussi des opérateurs économiques issus de la communauté algérienne



installée en France, en vue d'explorer des opportunités d'affaires en Algérie.

Les relations algéro-françaises ont connu une nouvelle

celle du président français, François Hollande en Algérie en 2012.

Cette évolution a été concrétisée par l'instauration d'un dialogue et l'ouverture du partenaire français sur plusieurs dossiers, notamment celui de la mémoire. L'Algérie veut, de son côté, favoriser le partenariat direct entre les entreprises dans le respect de la législation en vigueur dans les deux pays.

A cet effet, ce partenariat est devenu palpable et plus concret avec notamment l'inauguration de l'usine de fabrication de véhicules Renault, située dans la zone d'Oued Tlélât (Oran) et l'usine Cital (Annaba) pour l'assemblage et la maintenance de tramways, fruit d'un partenariat «intelligent et réussi».

La règle 51/49 régissant l'investissement étranger est une «contrainte positive»

La règle 51/49 régissant l'investissement étranger en Algérie est une «contrainte positive» pour un partenariat fiable pour une relation mutuellement bénéfique entre l'Algérie et la France, a indiqué jeudi à Paris le haut représentant à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne, Jean Louis Levet.

«Cette règle est une contrainte positive pour un partenariat fiable en vue d'une relation entre l'Algérie et la France mutuellement bénéfique», a-t-il déclaré dans son intervention à la première édition du forum économique algéro-français.

La règle 49/51 a été instituée par la Loi de finances complémentaire de 2009 en réaction à la cession d'Orascom construction de sa cimenterie à un entrepreneur français sans avis préalable du gouvernement alors que le projet avait bénéficié de facilitations

liées à l'encouragement de l'investissement.

Il a ajouté qu'un grand nombre d'entreprises françaises étaient extrêmement intéressées par le marché algérien, précisant qu'aujourd'hui «nous sommes le seul duo au monde à marcher main dans la main pour un partenariat gagnant-gagnant».

M. Levet a relevé que les deux pays devaient passer dans leur relation de la logique commerciale vers celle d'une vraie coopération et partenariat.

Pour l'ancien ministre de l'économie Arnaud Montebourg, le «pont humain» existant entre les deux pays devrait permettre aux deux pays d'exploiter toutes les opportunités d'investissement dans un partenariat gagnant-gagnant pour les deux pays.

De son côté, l'ancienne ministre et actuelle députée européenne, Tokia Saifi, a indiqué qu'il y avait une «formidable»

opportunité pour intensifier les relations économiques et commerciales entre l'Algérie et la France d'autant que toutes les conditions sont présentes pour réaliser cet objectif.

Pour sa part, le conseiller spécial du président du Medef, Jean-Claude Volot, a indiqué que l'Algérie offrait des opportunités d'investissement «prometteuses», en faveur des entreprises françaises.

«Les opportunités d'investissement existantes en Algérie s'offrent rarement ailleurs», a-t-il soutenu.

Les travaux de la première édition du forum économique algéro-français ont débuté jeudi à Paris pour booster davantage la coopération entre les deux pays en générant une dynamique d'investissement en vue de la mise en place d'un partenariat mutuellement bénéfique.

Le FCE disposé à faciliter l'investissement des entreprises françaises en Algérie

Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) est disposé à accompagner les entreprises françaises à investir en Algérie, a indiqué jeudi à Paris le président de cette organisation patronale, Ali Haddad.

«Nous marquons notre grande disponibilité à accompagner les entreprises françaises sur le marché algérien pour leur éviter les embûches bureaucratiques et rendre viable et simple la règle 51/49 (régissant l'investissement étranger en Algérie)», a déclaré M. Haddad dans son intervention à la première édition du forum économique algéro-français.

La règle 49/51 a été instituée par la Loi de finances complémentaire de 2009 en réaction à la cession d'Orascom construction de sa cimenterie à un entrepreneur français sans avis préalable du gouvernement alors que le projet avait bénéficié de facilitations liées à l'encouragement de l'investissement.

Il a ajouté que le volume des investissements français, qui sont de moins de 2 milliards d'euros aujourd'hui, pouvait évoluer «rapidement» pour atteindre au cours de cinq prochaines années les 10 milliards.

Le président du FCE a indiqué, dans ce cadre, que son organisation a lancé l'étude de faisabilité d'un fonds d'investissement privé ouvert à une participation de l'Etat algérien, dans lequel les institutions françaises publiques et privées sont invitées à y participer, «si elles le souhaitent».

M. Haddad a indiqué que l'Algérie s'est orientée «résolument» dans le cadre de son plan quinquennal en cours vers une nouvelle politique industrielle qui «doit constituer une autre source de partenariat avec les



entreprises françaises». L'Etat a consacré pour cet ambitieux programme de développement un montant d'environ 160 milliards de dollars pour les 5 prochaines années», a-t-il dit ajoutant que l'Algérie n'avait pas d'autre solution pour sortir du tout-pétrole que de diversifier ses ressources de création de richesses.

M. Haddad a dit vouloir que les entreprises françaises qui bénéficient «d'avantages considérables» en Algérie «privilégiennent désormais» les options à «long terme» dans leur relation avec les entreprises algériennes.

«Nous avons besoin de leur apport pour diversifier notre économie et renforcer

notre tissu industriel», a-t-il expliqué.

De son côté, le président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Mohamed Laïd Benamor, a indiqué que les opportunités d'investissement étaient «grandes» en Algérie pour le partenaire français, notamment dans le domaine de la grande distribution, de l'agro-alimentaire et le tourisme.

Il a assuré que l'Algérie allait «réussir sa diversification économique et sa réindustrialisation car ce virage est massivement soutenu par les opérateurs publics et privés».

Évoquant la règle 51/49, il a indiqué qu'elle n'était pas «un frein mais qu'elle offrait un ensemble de garanties», notamment pour un partenaire connaissant les réalités du marché algérien, expliquant que la Chine possède le même dispositif par rapport à l'investissement étranger.

Les travaux de la première édition du forum économique algéro-français ont débuté jeudi à Paris pour booster davantage la coopération entre les deux pays en générant une dynamique d'investissement en vue de la mise en place d'un partenariat mutuellement bénéfique.

Placé sous le thème «Le renouveau d'une économie dynamique», cet événement organisé par la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie (CACI) en collaboration avec le Forum des chefs d'entreprises (FCE), a pour objectif «d'informer et de créer des opportunités d'affaires» dans le cadre du développement des relations partenariales entre la France et l'Algérie.

40^e RÉUNION DU CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA BID

M. Benkhalfa présente à Maputo les efforts de l'Algérie pour développer son économie

Les efforts engagés par l'Algérie pour développer une économie «émergente et forte» ont été au centre de l'exposé présenté, jeudi à Maputo (Mozambique), par le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa. Intervenant lors de la 40^e réunion du Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement (BID), M. Benkhalfa est intervenu en plénière pour mettre en relief les défis auxquels les pays du monde musulman sont confrontés et les efforts fournis par l'Algérie «pour développer une économie nationale émergente et forte», a indiqué un communiqué du ministère. La réunion du conseil des gouverneurs de la BID a regroupé les ministres des Finances des 56 pays membres de cette banque avec la participation de plusieurs représentants d'institutions financières internationales et régionales. M. Benkhalfa a pris part également aux différents assemblées des filiales relevant du groupe de la BID (Société islamique de garantie des investissements et des crédits à l'exportation, Société islamique de développement du secteur privé, Fonds de solidarité islamique de développement et la Société internationale islamique de financement du commerce). En marge des travaux, M. Benkhalfa a aussi exposé les nouveaux impératifs de la politique algérienne avec plusieurs de ses homologues des pays membres de la BID, ajoute le communiqué.

Il a aussi eu un entretien avec le président de la BID, qui a porté essentiellement sur l'état des relations de l'Algérie avec cette institution et les voies et moyens de leur renforcement. La présidence du Haut conseil des Fonds d'El-Aqsa et d'El-Qods, étant assumée par l'Algérie, M. Benkhalfa a, alors, présidé la 15^e réunion de cette instance qui a eu à examiner l'état d'avancement des différents projets financés par ces fonds. Ces deux fonds ont été créés en octobre 2000 sur décision du sommet arabe du Caire, dans le but de permettre le développement des capacités socio-économiques de la Palestine. Les membres de ce haut conseil ont approuvé les apports libérés par les différents pays dont l'Algérie qui a versé toutes ses contributions, et ont exhorté les membres à préserver à l'avenir un niveau satisfaisant de recouvrement des contributions aux fonds.

SELON LES PRÉVISIONS DE LA BANQUE MONDIALE

Révision en baisse de la croissance de l'Algérie sur 2015 mais en hausse sur 2016-2017

La Banque mondiale prévoit pour l'Algérie une croissance globale de 2,6% en 2015 et de l'ordre de 4% en 2016 et en 2017, a-t-elle indiqué dans son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales publié hier.

Il est constaté que par rapport à ses estimations faites en janvier dernier, la BM a abaissé sa prévision de croissance du pays pour l'année 2015 puisqu'elle tablait sur une hausse du PIB de 3,3%.

Mais sur les deux prochaines années, l'institution de Bretton Woods a revu en hausse ses pronostics pour l'Algérie en tablant, désormais, sur une croissance de 3,9% en 2016 (contre un pronostic de 3,5% en janvier dernier) et de 4% en 2017 (contre un pronostic de 3,5%). Les nouvelles projections de la BM rejoignent celles faites, en avril dernier, par le FMI qui a prévu pour l'Algérie une croissance globale de 2,6% en 2015 avant de remonter à 3,9% en 2016.

Problèmes «particuliers» pour les pays exportateurs de pétrole

Evoquant les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Mena), la BM avise que la chute des cours pétroliers «pose un problème particulier aux pays exportateurs de pétrole dont la plupart sont aussi confrontés à de sérieux problèmes de sécurité (Libye, Irak et Yémen), qui disposent d'une capacité d'amortissement économique limitée (Iran, Irak).

Dans le cas des pays importateurs de pétrole de cette région, les effets positifs potentiels de la baisse du pétrole «sont partiellement annulés par



les effets de contagion provenant des pays fragiles de la région, notamment sous la forme de problèmes de sécurité et d'une diminution des envois de fonds» de leur diaspora, poursuit-elle. Abordant les pays en développement en général, la BM prévient que la baisse des prix du pétrole et d'autres produits de base stratégiques a accéléré le fléchissement de l'activité économique de ces pays dont un grand nombre sont fortement tributaires des exportations de ce type de produits.

Certes, ajoute-t-elle, les importateurs de produits de base tirent profit du ralentissement de l'inflation, de l'atténuation des pressions en matière de dépenses budgétaires et de la réduction des coûts d'importation, mais le recul des prix pétroliers tarde à stimuler l'activité économique en raison des problèmes auxquels de nombreux pays continuent de se heurter: pénuries d'électricité, manque d'infrastructures essentielles, notamment dans le domaine des transports et de

l'irrigation, incertitude politique, inondations et sécheresses d'une gravité exceptionnelle dues à des conditions climatiques défavorables.

À ce propos, le président de la BM, Jim Yong Kim, souligne que les pays en développement sont confrontés, aujourd'hui, à un contexte économique plus difficile alors qu'ils étaient le moteur de la croissance mondiale après la crise financière de 2009.

«Nous mettrons tout en œuvre pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à accroître leur résilience de sorte qu'ils puissent gérer cette transition de façon aussi sûre que possible. Nous pensons que les pays qui investissent dans l'éducation et la santé de leurs citoyens, qui améliorent le cadre de l'activité économique et créent des emplois en améliorant les infrastructures se trouveront en bien meilleure position dans les années à venir. Ces d'investissement aideront des centaines de millions de personnes à échapper à la pauvreté», a noté le président de la BM.

STABILITÉ MACRO-ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE

Laksaci dévoile un nouveau schéma de financement de la croissance économique

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohamed Laksaci, a dévoilé, hier à Alger, les grands axes d'un nouveau schéma de financement de la croissance économique dans un contexte de contraction des ressources financières, due à la baisse des prix de pétrole. Dans son exposé sur «la stabilité macroéconomique en Algérie et le financement bancaire de la croissance», présenté devant les P-DG des banques et établissements financiers actif en Algérie, le gouverneur de la Banque centrale a précisé que ce nouveau dispositif avait été rendu impératif dans la perspective d'atteindre un taux de croissance de 7% à l'horizon 2019 tel que fixé par le gouvernement. Cette «feuille de route», qui sera enrichie au fur et à mesure des nouvelles données et avec la collaboration des banques, tient compte des retombées du choc externe dû à la baisse drastique des cours de pétrole et doit tirer profit des ressources financières accumulées jusqu'ici, a résumé M. Laksaci.

GESTION DE L'ÉNERGIE

3 communes algériennes bénéficieront d'un programme algéro-européen

Trois communes algériennes bénéficieront prochainement d'un projet afin d'améliorer la gestion locale en matière d'énergie dans le cadre d'un programme européen, a-t-on indiqué mercredi à Alger lors d'un séminaire sur les villes et les énergies renouvelables. Ce projet pilote, qui devrait toucher les communes de Batna, Boumerdès et Sidi Bel-Abbès, est initié dans le cadre du programme "Cleaner Energy saving mediterranean cities" (CES-MED) en collaboration avec l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue).

CES-MED est un programme régional, financé par l'Union européenne (UE), et destiné à accompagner des autorités locales et des municipalités de 8 pays de la rive sud du Bassin méditerranéen (3 villes

par pays) pour définir des plans d'actions favorisant les énergies durables, selon les explications de l'expert principal de CES-MED Maghreb Pierre Coute. L'objectif du programme est de réduire la consommation d'énergie et les émissions de carbone dans ces villes et réduire par conséquent le budget municipal consacré aux postes énergétiques. Les actions envisagées par ce programme toucheront notamment l'efficacité énergétique des bâtiments, l'éclairage public, la gestion des déchets et de l'eau, la production d'énergies alternatives et les transports urbains. Le plan d'actions pour le projet algérien devrait être finalisé en aout prochain avant d'entamer ensuite la phase de la mise en oeuvre de ce projet après avoir reçu les financements nécessaires, selon cet expert. Intervenant à cette occasion, le di-

recteur général de l'APRUE Mohamed Salah Bouziriba a exprimé son souhait d'élargir cette initiative sur d'autres villes du pays.

«Les collectivités locales ont intérêt à adopter cette démarche pour réduire la facture énergétique des mosquées, des écoles, des bâtiments administratifs et de l'éclairage public qui est à sa charge», a expliqué M. Bouziriba à la presse en marge de ce séminaire.

Plus de 80% de l'énergie produite en Algérie est consommée au niveau des communes (éclairage public, écoles, bâtiments, industrie, transport...), c'est pourquoi ces créneaux constituent un levier important pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables au niveau local, selon le directeur de l'APRUE.

Le séminaire, qui a regroupé une centaine de présidents s'assemblées populaires communales (APC) et des responsables de villes méditerranéennes bénéficiant du programme CES-MED tels que Kairouan (Tunisie) et Oujda (Maroc), a été également une occasion pour échanger des expériences dans ce domaine. Présente à cet événement, la représentante de la délégation de l'UE en Algérie Manuela Navarro a indiqué que deux groupes de travail sur le gaz et l'électricité ont été installés dans le cadre du dialogue permanent sur l'énergie entre l'Algérie et l'UE. Un forum d'affaires sur l'énergie devant regrouper des entreprises algériennes et européennes sera organisé début 2016 dans l'objectif de découvrir les possibilités de coopération dans le domaine énergétique, ajoute Mme Navarro.

FUTUR MARCHÉ COMMUN

26 pays d'Afrique de l'Est et du Sud signent un traité de libre-échange

Les dirigeants de 26 pays d'Afrique de l'Est et du Sud réunis en Egypte ont signé mercredi à Charm El-Cheikh un traité de libre-échange, qui englobe la moitié orientale du continent et doit faciliter la circulation des biens et des marchandises.

La Zone tripartite de libre-échange (Tripartite Free Trade Area - TFTA), ou la «Tripartite», doit devenir un marché commun unissant 26 des 54 pays africains. L'ensemble regroupera les pays du Marché commun des Etats d'Afrique australe et de l'Est (Comesa), de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), soit plus de 625 millions d'habitants et plus de 1.000 milliards de dollars de PIB (900 milliards d'euros).

Le traité a été signé par le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, le président du Zimbabwe Robert Mugabe, le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn et le vice-président tanzanien Mohammed Gharib Bilal.

L'objectif est de mettre en place un cadre pour aller vers des tarifs douaniers préférentiels, facilitant ainsi la circulation des biens et des marchandises.

«Ce que nous faisons aujourd'hui représente un pas important dans l'histoire de l'intégration régionale de



l'Afrique», a indiqué M. Sissi à l'ouverture du sommet. De son côté, le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim a estimé que la Tripartite allait permettre à l'Afrique «de faire d'énormes progrès et à tout le continent d'aller de l'avant». Le président Mugabe a quant à lui souligné que ce traité établissant «une économie sans frontières» permettrait au nouveau bloc de se classer au 13ème rang au niveau mondial en termes du PIB.

COURS DU PÉTROLE

La séance finit en hausse à New York

Les prix du pétrole ont clôturé la séance en hausse mercredi à New York, le marché saluant la forte baisse des stocks de brut aux Etats-Unis, tout en modérant un peu son enthousiasme devant l'annonce d'une nouvelle hausse de la production.

Le prix du baril de référence (WTI) pour livraison en juillet a gagné 1,29 dollar à 61,43 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Les cours ont ralenti leur progression après la publication des chiffres hebdomadaires du ministère de l'Energie (DoE), qui a fait état d'un recul de 6,8 millions de barils des réserves de brut durant la semaine achevée le 5 juin, très au-delà des attentes des analystes qui n'attendaient qu'une baisse de 1,45 million de barils.

Les stocks d'essence ont également reculé bien plus que prévu (-2,9 millions de baril), ce qui est considéré de bon augure en début d'été, avec une demande en progression de 3,8% sur un an.

«Ces chiffres sur les



stocks de brut et d'essence sont bons, mais les stocks totaux de produits pétroliers n'ont reculé que de 600.000 barils», a souligné Kyle Cooper, chez IAF Advisors.

Surtout, a-t-il ajouté, «la production américaine a encore progressé et retrouvé son pic de mars», ce qui est de nature à inquiéter les investisseurs parant sur un repli prochain de l'offre, au moins aux Etats-Unis. La production moyenne de la semaine s'est établie à 9,610 millions de barils par jour, en progression de 20.000 ba-

rils par jour. Selon la compagnie pétrolière BP, les Etats-Unis sont devenus le premier producteur d'or noir au monde pour la première fois depuis 1975 grâce au pétrole de schiste, dépassant ainsi l'Arabie saoudite et la Russie et contribuant à la surabondance de l'offre.

De son côté, le cabinet WTRG a estimé, en s'appuyant sur les chiffres du DoE, que les bassins schisteux de Bakken (Dakota du Nord, nord des Etats-Unis) et d'Eagle Ford (sud du Texas, sud) avaient certes atteint leur production

maximale en mars, mais que le bassin Permien, dans l'ouest du Texas, pouvait encore augmenter sa production jusqu'en août voire au-delà, grâce à une meilleure productivité par unité.

Par ailleurs, les cours ont également bénéficié d'un nouveau rapport de l'Opep, qui a réitéré sa conviction que la demande de pétrole augmentera cette année, mais a mis en garde contre le fait qu'une offre trop forte, alors même que le cartel a gardé inchangé son plafond de production, limiterait la hausse du prix du baril.

En baisse en Asie

Les prix du pétrole s'affichaient en baisse jeudi en Asie, les opérateurs digérant les chiffres mitigés sur les réserves de brut et la production aux Etats-Unis.

Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en juillet cédait 27 cents, à 61,16 dollars, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison à même échéance reculait de 19 cents, à 65,51 dollars.

UE

Une nouvelle aide de 118 millions d'euros pour l'Amérique latine et les Caraïbes

La Commission européenne a octroyé mercredi une nouvelle aide de 118 millions d'euros pour l'Amérique latine et des Caraïbes, en vue de renforcer la coopération bi-régionale dans les secteurs des investissements et des entreprises.

Il s'agit d'un résultat du sommet des entreprises entre l'Union européenne (UE) et la Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (CELAC), qui a eu lieu en marge du second sommet UE-CELAC à Bruxelles.

«Le présent événement offre aux entreprises des deux côtés de l'Atlantique l'occasion de se rencontrer, d'échanger des vues et de tisser des liens», a estimé Neven Mimica, Commissaire européen chargé de la coopération internationale et du développement.

Dans le cadre de la nouvelle aide de l'UE, de nouveaux programmes seront mis en œuvre grâce à des mécanismes de financement mixte (subventions et prêts). Ils contribuent à la réalisation d'investissements supplémentaires et à la mise en place d'infrastructures essentielles dans les secteurs des transports, de l'énergie et de l'environnement :

- une aide à l'investissement de 15 millions d'euros pour le développement géothermique en Amérique latine,

- une contribution à un projet énergétique pour les Caraïbes orientales (4,25 millions d'euros de subventions de l'UE), dans le cadre d'une assistance technique et d'un investissement dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables,

- la cinquième phase du programme Al Invest (doté d'un financement total de 26 millions d'euros) destiné à faciliter l'accès des PME latino-américaines aux marchés internationaux.

- le programme ELAN doté d'un budget total de 11 millions d'euros pour aider les entreprises de l'UE à se développer dans les pays CELAC et les entreprises des deux régions à exploiter les niches technologiques.

Par ailleurs, un nouvel accord de coopération entre la Commission européenne et la Banque interaméricaine de développement (BID), représentée par son président Luis Alberto Moreno, a été signé dans le contexte du sommet des entreprises.

ALEXIS TSIPRAS

Les dirigeants européens ont compris qu'il faut «une solution viable» pour la Grèce

Les dirigeants européens ont compris «qu'il faut une solution viable» pour la Grèce, à court d'argent, a déclaré le Premier ministre Alexis Tsipras, à l'issue d'une rencontre avec la chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande, où il a été décidé d'«intensifier» l'effort en vue d'un accord.

«Les dirigeants européens réalisent qu'il faut donner une solution viable et la possibilité pour la Grèce de revenir à la croissance (...) avec une dette soutenable», a affirmé M. Tsipras, au sortir de la réunion qu'il a qualifiée de «très amicale».

Le porte-parole du gouvernement allemand a également évoqué un «échange de vues dans une atmosphère constructive sur l'état des discussions entre le gouvernement grec et les trois institutions» créancières du pays, UE, FMI et BCE.

Les dirigeants «sont convenus que les discussions entre le gouvernement grec et les institutions doivent se poursuivre avec plus d'intensité», a-t-il ajouté, cité par un communiqué. M. Tsipras doit s'entretenir à nouveau jeudi avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, avec qui il a eu un premier rendez-vous mercredi dans l'après-midi.

TOKYO

La Bourse a débuté en hausse hier

La Bourse de Tokyo a débuté la séance de jeudi en hausse en dépit de la nette remontée du yen, les investisseurs chassant les bonnes affaires après quatre séances de recul.

À la première minute des échanges, l'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes reprenait 0,68% (+137,25 points) à 20.183,61 points. L'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau augmentait de 0,74% (+12,04 points) à 1.640,27 points.

Au moment de l'ouverture à Tokyo (oohoo GMT), le dollar se situait autour de 122,9 yens, en fort repli, tandis que l'euro est retombé autour de 139 yens. La devise japonaise a bondi soudainement mercredi après des déclarations imprévues du gouverneur de la Banque du Japon sur la faiblesse du yen.



BOUIRA

Plusieurs projets pour booster le développement à El-Hachimia...

La municipalité d'El-Hachimia à une vingtaine de km au sud de Bouira a bénéficié ces dernières années de projets destinés à booster le développement et créer de l'emploi, a-t-on appris mercredi auprès des autorités locales de la wilaya. Parmi ces projets, visités par les responsables locaux de la wilaya, figurent notamment la réalisation en cours d'un complexe avicole d'une capacité de production de 455. 000 poules pondreuses dans un premier temps, et «un million 500 poules pondreuses à long terme, et exporter 80 % de la production», a expliqué, à l'APS, le responsable de ce complexe, Abdeldjalil Hadiouche en marge de la visite du wali, Nacer Maskri dans la région.

Composé de trois étages, de six hangars et d'un bloc administratif, le complexe avicole créera, une fois achevé, entre 120 et 130 emplois directs pour les jeunes de la région, dont 60 postes seront réservés pour les cadres supérieurs, a fait savoir M. Hadiouche, qui a présenté tout un rapport sur son projet qui devra être opérationnel d'ici à la fin de l'année en cours.

Une enveloppe d'un milliard de dinars a été allouée pour la réalisation de cet investissement, a-t-il ajouté.

Outre ce complexe avicole, El-Hachimia, a bénéficié aussi d'un projet de réalisation d'une usine de recyclage, broyage et transformation des pneus, dont les travaux sont toujours en cours. La réception est prévue pour le premier trimestre 2016, selon les précisions données sur place.

Une centaine d'emplois directs et 1000 autres indirects seront générés par cet investissement privé, d'après les prévisions affichées par les responsables de l'entreprise réalisatrice.

L'autre projet dont a bénéficié la commune est relatif à la réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP), et la réalisation de quelques ouvrages hydrauliques pour le stockage d'eau. Un montant de plus de 120 millions DA est alloué à ces deux opérations qui ont déjà atteint un taux d'avancement de près de 60%, selon la fiche technique présentée sur le site du chantier.

Dans le secteur énergétique, les localités de Seddara et Kouadri Ahmed ont bénéficié d'une opération de raccordement de quelque 246 foyers au réseau de gaz naturel pour une enveloppe financière de 25 millions DA.

Pas loin du chef lieu communal, un projet de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) portant sur la réalisation d'un service inter-wilayas de matériel est en cours de construction, dont les travaux ont été lancés en 2014 pour un montant de 258 millions DA, d'après les chiffres recueillis sur place.

Ce projet porte sur la réalisation d'un célébatorium, une section d'armement, un magasin mobilier et un autre pour les pièces détachées, ainsi qu'un atelier pour lavage et vidange et un bloc pour l'administration.

Le taux d'avancement des travaux est estimé à 20 %, selon la fiche technique. En outre, un nouveau siège moderne et spacieux de la commune est en construction au niveau du centre ville d'El-Hachimia, où le premier magistrat de la wilaya a demandé à l'entreprise réalisatrice d'accélérer la cadence des travaux pour réceptionner la structure dans les délais.

...les gardes communaux réclament la réouverture du dialogue et l'examen de leur situation socioprofessionnelle

Près d'une centaine de gardes communaux ont observé de nouveau mercredi à Bouira un sit-in pour réclamer la réouverture du dialogue avec les pouvoirs publics afin d'examiner leur situation et trouver les solutions idoines à leurs problèmes socioprofessionnels, a-t-on constaté.

Venus de plusieurs communes de la wilaya, les protestataires ont décidé d'observer «cet énième sit-in afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur situation socioprofessionnelle et réclamer notamment leurs droits relatifs au volet financier», a indiqué à l'APS Lahlou Aliouat, porte parole de la Coordination nationale de la Garde communale.

«Nous voulons que l'Etat rouvre le dialogue avec la garde communale pour examiner en profondeur sa situation qui est victime d'un vide juridique», a-t-il insisté.

Rassemblés devant le portail principal du siège de la wilaya en présence, d'un important dispositif sécuritaire, les protestataires ont appelé les pouvoirs publics à «reconnaitre leurs sacrifices pour la stabilité du pays durant la décennie noire», a ajouté M. Lahlou.

Dans leur plateforme de revendications, les manifestants réclament notamment la «valorisation de la retraite anticipée», «l'intégration des gardes communaux licenciés arbitrairement», ainsi que «la prise en charge des préoccupations des gardes communaux victimes du terrorisme». Une heure plus tard, les protestataires se sont dispersés dans le calme et aucun incident n'a entaché le sit-in. Le dossier de la Garde communale a été au centre d'une réunion entre le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales Nour-Eddine Bedoui et les cadres de son département, a indiqué mardi une source du ministère.

Lors de cette rencontre, M. Bedoui avait souligné que «le ministère de l'Intérieur est conscient de l'importance du corps de la Garde communale et de son rôle efficient dans la préservation de l'unité de la nation» (...). «Les, acquis enregistrés ont été réalisés grâce à la sagesse et la sérité des éléments de la Garde communale», a-t-il ajouté.

Soulignant la nécessité de soutenir ce corps, indissociable du secteur de l'Intérieur et des collectivités locales, le ministre a appelé à «continuer à œuvrer pour réunir toutes les conditions matérielles et humaines nécessaires, aplanir tous les obstacles et examiner les moyens à même de permettre la prise en charge des revendications et des préoccupations de ce corps dans le cadre de la politique de dialogue constructif».

ALGER

Les stations d'épuration de Baraki et de Beni Messous doubleront leurs capacités dès juillet prochain

Les capacités de traitement des stations d'épuration de Baraki et de Beni Messous seront doublées à la faveur de la mise en service en juillet prochain de deux extensions, a indiqué mercredi à Alger le wali Abdekader Zoukh.



«Le taux de traitement des eaux usées dans la wilaya d'Alger est actuellement de 65%. Ce taux va atteindre les 85% grâce notamment à la mise en service, en juillet prochain, d'une extension à la station de Baraki et d'une autre à celle de Beni Messous», a précisé M. Zoukh lors d'une visite d'inspection à ces deux chantiers.

Mise en service en 1989 et réhabilitée après une longue période de fermeture, la station d'épuration de Baraki fonctionne depuis 2008 avec une capacité de 900.000 équivalents habitants (éq.hab). Sa capacité sera doublée à 1,8 million éq.hab grâce à l'inauguration, initialement prévue en avril dernier, de la 2e tranche de la station.

Les travaux de réalisation de cette extension qui a coûté 8,798 milliards DA, ont été lancés en avril 2012 pour un délai de réalisation de 32 mois (janvier 2015). Actuellement, le chantier enregistre un taux d'avancement de 90% dans la phase équipement, la partie génie civil étant achevée, selon la fiche technique du projet.

M'SILA

Ouverture de 11 nouveaux marchés couverts avant Ramadhan

Au total onze (11) nouveaux marchés couverts de proximité seront ouverts avant le début du mois de Ramadhan à travers plusieurs communes de la wilaya de M'sila ont indiqué jeudi des responsables de la direction du commerce.

Ces nouvelles structures commerciales dont quatre marchés de proximité dans les

espaces verts, a dit le directeur de wilaya des Ressources en eau, Smail Amiroche, précisant qu'un projet est en cours de réalisation pour les transférer par canalisation vers Bâinem, Bouchaoui et les Grands Vents (Dély Ibrahim).

De 6% en 2006, le taux de traitement des eaux usées dans la capitale est passé à 60% en 2014 et l'objectif est d'atteindre les 85% en 2015 et les 100% en 2018, a rappelé M. Zoukh.

Par ailleurs, le wali a inspecté le projet de réalisation entamée en 2004 d'un nouveau collecteur intercommunal (El Biar-Sidi M'hamed) qui, une fois totalement mis en service en juillet également, permettra d'assurer l'évacuation des eaux usées et pluviales, et de protéger le port d'Alger contre la pollution, selon les responsables du chantier.

M. Zoukh a enfin visité plusieurs points du chantier d'aménagement d'oued El Harrach, dont la rive droite de l'embouchure a été ouverte au début de cette saison estivale 2015.

Les eaux traitées dans cette station seront réutilisées dans l'agriculture et l'arrosage des

communes de Oued Derraj, Sidi Aissa, Busada et de Hammam Delâa sont situées dans des quartiers et des agglomérations à forte densité démographique, a précisé la même source, ajoutant ces marchés sont destinés aux jeunes commerçants pour lutter contre le chômage. Sept (7) autres marchés couverts réali-

sés par une entreprise spécialisée implantée dans les communes de M'sila, Bousââda (3 marchés), Sidi Aumeur, Aïn-Lahdjel et Berhoum ouvriront leurs portes avant le mois sacré. Une fois opérationnelles, ces structures contribueront à résorber les marchés illicites et à stabiliser les prix, ajoute-t-on.

CONSTANTINE

Atelier de formation sur la «Communication avec impact à travers l'intelligence émotionnelle»

Un atelier de formation portant sur la «Communication avec impact à travers l'intelligence émotionnelle» a regroupé mercredi à Constantine une vingtaine de journalistes et des cadres du secteur de la communication.

Organisé par l'association des journalistes femmes de Constantinois (AJC), l'atelier, animé par la libanaise Carine Mardini, experte en communication et en ressources humaines, a abordé «l'intelligence émotionnelle» définie comme «le contrôle des sentiments et des émotions dans la communication et dans l'exercice journalistique». Affirmant que le développement de l'intelligence émotionnelle «augmente l'efficacité individuelle chez le journaliste» et contribue à «l'adapter aux événements émotionnels», Mme Mardini a indiqué que la maîtrise de ces concepts est une «valeur ajoutée» permettant au journaliste de «gérer les différentes situations professionnelles».

Elle a ajouté, à ce propos, que la gestion du potentiel émotionnel «favorise le développement relationnel constructif, renforce la maîtrise de soi et assure un travail professionnel».

Organisé en partenariat avec la fondation allemande Konrad Adenauer et le commissariat de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», l'atelier de deux jours abordera également «la gestion du stress dans le monde des médias», «la communication interpersonnelle» et «l'écoute active», le tout soutenu par des exercices individuels et de groupe.

Crée en décembre 2013, l'AJC a entamé ses activités en initiant un atelier consacré à la terminologie juridique qui a avait permis à des journalistes, notamment ceux chargés des couvertures dans les tribunaux.

D'autres ateliers relatifs au traitement de l'information économique, axés sur les concepts budgétaires et monétaires, ainsi que sur le lexique économique, encadrés par des experts du domaine, ont également été organisés par l'association. Les questions liées à la communication institutionnelle et à la situation socioéconomique des journalistes exerçant dans la wilaya de Constantine ont été proposées au débat lors de cette rencontre.

TLEMCEN

Une nouvelle gare maritime à Ghazaouet pour l'amélioration des prestations de service

La réalisation d'une nouvelle gare maritime du port de Ghazaouet (Tlemcen) est à même de permettre l'amélioration et la promotion des prestations au profit de la communauté nationale établie à l'étranger et des passagers, a indiqué mercredi un responsable à l'Entreprise portuaire de Ghazaouet.

M. Mihabi Kouider a précisé, lors d'une visite effectuée par des membres de la commission des affaires extérieures, de la coopération et de l'émigration à l'Assemblée populaire nationale (APN) au port de Ghazaouet, que le dossier du projet, dont l'étude technique a été menée par un bureau espagnol puis achevée par un bureau algérien, est au niveau du ministère des Finances.

Il a appelé la délégation parlementaire à œuvrer au niveau central pour la concrétisation de ce projet «le plus tôt possible».

Le même responsable a signalé que la gare maritime actuelle, ouverte en 2003 pour la ligne maritime Ghazaouet-Almería (Espagne), se compose d'anciennes structures portuaires aménagées par des moyens propres à l'entreprise pour



L'accueil des passagers à titre provisoire, en attendant la nouvelle gare. En dépit des lacunes rencontrées par le port, la moyenne du trafic est estimé chaque année à 45.000 passagers. Pour la seule année dernière, 49.996 voyageurs et 12.897 véhicules ont été comptabilisés.

La période allant de janvier à fin mai dernier a connu le passage de 11.897 passagers et 3.202 véhicules, a-t-il souligné tout en exprimant la disposition de son entreprise à accueillir, à partir de septembre prochain, des navettes du port d'Oran qui fera l'objet de travaux d'aménagement.

Les membres de la délégation parlementaire ont salué les efforts fournis au niveau de la gare maritime de Ghazaouet en dépit du manque de moyens et d'équipement modernes, appelant à la promotion du service et l'amélioration, au cours de cette qui coïncide avec le mois du ramadan et l'Aïd El Fitr, des conditions d'accueil de la communauté algérienne établie à l'étranger.

Le président de la commission parlementaire, Boualem Bousmaha, a fait certaines remarques à l'occasion de l'arrivée, mercredi, de passagers en provenance d'Almería, dont celles relatives à l'absence du couloir vert destiné aux familles et aux handicapés et le non au traitement à part des voyageurs ayant des voitures.

La délégation parlementaire avait visité, mardi, l'aéroport international Messali Hadj de Tlemcen et s'est enquis des efforts déployés et des conditions d'accueil.

TAMANRASSET

Attribution prochaine de 8.000 lots de terrain à bâtir

Une opération d'attribution de 8.000 parcelles de terrain destinées à l'auto-construction, est en cours d'exécution dans la commune de Tamanrasset, a-t-on appris du président de l'Assemblée populaire communale (PAPC).

L'opération, qui intervient en application des instructions du gouvernement visant à encourager ce type de construction dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux, est projetée en deux phases, a signalé M. Ahmed Hammad Zounga.

La première phase concerne 3.000 lots réservée aux demandeurs de logements publics locatifs

(LPL) ayant transféré leurs dossiers à la commune pour bénéficier de l'auto-construction, et permettra de combler le déficit enregistré sur ce type de logements sociaux, a-t-il indiqué.

Les futures propriétaires de ces parcelles de terrain vont bénéficier d'une subvention d'un (1) million DA et d'autres avantages liés au foncier, à l'instar de l'accompagnement lors des différentes procédures administratives pour obtenir le permis de construire, a-t-il ajouté.

Selon le même responsable, 1.979 bénéficiaires ont été désignés à ce jour, sachant que leurs par-

celles de terrain ont été localisées dans les quartiers de «Taberkat», «Ankouf» et «Matnetlat». La deuxième phase concerne 5.000 parcelles de terrain, destinées à l'auto-construction, sachant que 2.200 demandes ont été étudiées à ce jour, dont 206 dossiers ont été déposés à la direction du logement de la wilaya de Tamanrasset pour vérification sur le fichier national des demandeurs de logements, selon la même source.

L'opération dans son ensemble contribuera à satisfaire la demande croissante sur les différents types de logements au niveau de cette commune, chef-lieu de wilaya, es-

OUARGLA

Plus de 400 millions DA pour l'électrification de périphéries agricoles de jeunes

Une enveloppe de 410 millions DA a été consacrée, au titre de l'exercice 2015, pour le raccordement au réseau d'électricité de périphéries agricoles de jeunes à travers différentes communes de la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya.

L'opération, qui concerne 21 périphéries agricoles localisées dans les communes de Hassi Ben Abdallah, Rouissat et N'goussa, entre dans le cadre d'une convention signée entre la direction des services agricoles (DSA) et la société de distribution d'électricité Ouargla-urbain (filiale de Sonelgaz), a-t-on précisé.

Lancés en 2015, les travaux de raccordement de 15 périphéries agricoles au réseau de l'électricité sont en voie d'achèvement, tandis que l'opération concernant



Il s'agit, entre autres, de la réalisation de 320 km de lignes électriques (haute et moyenne tension), l'ouverture de 225 km de pistes agricoles et la réalisation de 96 km de réseaux d'irrigation, selon la même source.

Dans le cadre d'un programme visant à booster l'activité agricole dans la wilaya, il est prévu de renforcer ces périphéries par 1.020 puits pour l'irrigation, dont 82 puits profonds, a-t-on signalé.

les six périphéries restant n'a pas encore été lancée.

Au total, 42 périphéries agricoles ont été créées au profit des jeunes, sur le territoire de 12 communes de la wilaya d'Ouargla, sachant que diverses opérations ont été prises en charge par l'Etat en vue d'encourager les jeunes bénéficiaires à la pratique de l'activité agricole.

L'ALGÉRIE PROFONDE

BATNA - Un garçon (13 ans) a été retrouvé mort noyé mardi dans un bassin d'eau destinée à l'agriculture au niveau de la mechta Dhibafe, dans la commune d'El-Djazzer au sud de la wilaya de Batna, a-t-on appris mercredi auprès des services de la Protection civile.

La dépouille du garçon avait été retrouvée dans un bassin d'eau d'une longueur de 40 ml et 2 m de profondeur, et fut retirée par les membres de sa famille, avant d'être transférée à la morgue de l'hôpital Mohamed Boudiaf de Barika par les éléments de la Protection civile. Une enquête a été aussitôt ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances de ce drame.

SKIKDA - Une personne a trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu dans la nuit de mardi à mercredi dans la wilaya de Skikda, a-t-on appris mercredi auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur l'autoroute Est-Ouest, au lieudit Bir El Bordja, aux limites administratives entre les wilayas de Skikda et de Annaba, lorsqu'un véhicule de tourisme s'est renversé provoquant la mort sur place d'une personne âgée de 33 ans et des blessures à une autre (41 ans), a précisé la même source. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

JIJEL - Sept (7) personnes ont été blessées dans un accident de la circulation routière survenu mercredi après-midi à El Aouana (Jijel), sur la RN43, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Un carambolage impliquant un véhicule utilitaire, un camion et une voiture de tourisme, survenu à proximité de Kissir, non loin de la station de traitement des eaux, a fait sur place sept (7) blessés, a indiqué le chargé de communication de la Protection civile.

MOSTAGANEM - Une enveloppe de 100 millions DA a été consacrée du budget de wilaya de Mostaganem de l'exercice 2015 pour la réalisation d'un parc zoologique, a-t-on appris du wali Ahmed Maabed, précisant que l'enveloppe budgétaire permettra l'achèvement des travaux d'aménagement interne et externe d'un parc implanté à Kharouba dans la périphérie de la ville de Mostaganem sur une superficie globale de 57 hectares au titre d'un investissement privé.

Le taux d'avancement des travaux de raccordement des réseaux, de terrassement et d'ouverture de pistes a atteint 96 %. Les travaux d'éclairage sont en cours, selon les explications fournies à l'occasion de la visite d'inspection du wali qui a mis l'accent sur la nécessité de faire un travail de qualité dans la réalisation du parc et de le sécuriser.

TIARET - Une exposition d'arts plastiques se tient à Tiaret avec la participation de 21 artistes de la wilaya. Les tableaux exposés à l'occasion de la Journée nationale de l'artiste (8 juin) abordent des hauts faits historiques qui ont marqué la wilaya, le patrimoine, les traditions et coutumes de la société tariéte et la guerre de libération nationale.

Le tableau du sculpteur Achour Bouzidi qui dépeint le chahid artiste Ali Maachi et l'arbre où il fut attaché et exécuté par les forces coloniales attire l'attention des visiteurs. L'entreprise de production audiovisuelle de

Tiaret participe à cette manifestation culturelle par une exposition de ses appareils. Le centre national d'archives a contribué avec des publications et photos sur l'histoire de la région de Tiaret à différentes époques, sur la guerre de libération et des crimes commis par le colonisateur français contre les Algériens.

SAIDA - Les travaux de réalisation de 1.900 logements relevant de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) seront bientôt lancés à Saida, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Le wali Said Meziane avait affirmé lors d'une rencontre tenue mardi au siège de la wilaya avec le chef de la section locale de l'AADL, Mohamed Bouachria, que les travaux du premier quota de logements seront bientôt lancés, ajoutant que les services de la wilaya offrent les meilleures conditions pour faciliter la mission de la société chinoise chargée du projet. Deux sites ont été ouverts au chef-lieu de wilaya pour le lancement des travaux de réalisation de ce projet d'habitat. 1.000 logements seront réalisés à haï Essalem 2 et 900 unités au nouveau site 20-Aout à proximité des lotissements prévus d'être livrés prochainement.

RELIZANE - Une personne est morte et sept autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mardi soir sur le territoire de la wilaya de Relizane, a-t-on appris mercredi auprès des services de la protection civile.

L'accident a eu lieu au lieu au lieudit Sidi M'hamed Kaddar dans la commune de Matmar, sur la RN 4, suite à une collision entre trois véhicules touristiques faisant un mort, le chauffeur d'un des véhicules (38 ans) sur place et sept blessés à des degrés différents de gravité. Les services de la protection civile ont évacué les blessés à la polyclinique de Yellal alors que 5 blessés dont un nourrisson (5 mois) ont été transférés à l'établissement public hospitalier (EHP) Mohamed-Boudiaf de Relizane.

APS

TINDOUF La prévention des risques professionnels thème d'une journée d'étude



Les participants à une journée dédiée sur les risques professionnels, tenue mercredi à Tindouf, ont souligné la nécessité d'accorder davantage d'importance à la sécurité des travailleurs et à la prévention de ce type de risques que ce soit à travers les dispositifs réglementaires ou les moyens matériels de protection.

Les intervenants, patrons, représentants d'entreprises, syndicalistes et travailleurs, ont insisté sur la nécessité de mobiliser des moyens de prévention, ainsi que sur le respect de la législation du travail portant protection de la santé et de la sécurité des travailleurs exerçant au niveau des entreprises établies dans cette wilaya.

L'inspecteur de travail de la wilaya, Abderrahmane Oulhadji, a indiqué que cette journée vise la vulgarisation des règlements essentiels et organisationnels liés à la sécurité et la protection des risques et maladies professionnels, ainsi que la sensibilisation des entreprises activant dans la région pour accorder davantage d'intérêt à la sécurité de leurs travailleurs et à la protection aussi de.

Selon l'inspecteur principal du travail de Tindouf, Abdelkader Limam, l'Algérie dispose d'une législation marquée notamment par la loi n°07/88, qualifiée de cadre essentiel de gestion de la prévention des risques professionnels, ainsi que des institutions chargées de la préservation de la santé et de la sécurité des travailleurs, dont l'inspection générale du travail, le haut conseil national de la protection de la santé et de la sécurité, les services de médecine du travail et de la prévention au niveau des entreprises, et les comités d'hygiène et de la sécurité.

Le responsable du service de la prévention des risques et des maladies professionnels à la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), Omar Bensadek, a, de son côté, signalé que les sorties de terrain de ses services ont permis de relever dans certaines entreprises plusieurs cas de non-respect des conditions de sécurité et de prévention par les travailleurs des risques professionnels. Un état de fait qui, a-t-il dit, nécessite l'impliquer de l'ensemble des acteurs dans la sensibilisation sur le nécessaire respect des conditions de protection de la santé et de la sécurité.

Dr Fatihah Neghas, spécialisée en médecine du travail, l'unique dans la wilaya, a fait état de nombreux cas de travailleurs ignorant les notions de médecine du travail et de prévention, mettant l'accent, dans ce cadre, sur la sensibilisation des travailleurs en ce qui concerne les questions liées aux risques professionnels, au respect des aspects réglementaires et de santé.

Cette journée d'étude a permis aux représentants d'entreprises de soulever, de leur côté, certaines questions inhérentes à la sous-exploitation par les travailleurs des moyens de sécurité et de protection, s'exposant ainsi aux risques et maladies professionnels.

ALGER 20 ans de réclusion criminelle

Le tribunal d'Alger a eu à statuer sur une affaire d'homicide volontaire. Le crime a été commis à Bordj El Kiffan. En cette journée une dispute entre deux personnes tourne au drame. Hamid âgé de 35 ans, est tué par Nadir âgé de 37 ans, qui lui assène 5 coups de couteau. Nadir mourra sur le coup.



teur, qui se cachait chez lui, il est arrêté.

Présenté à la barre lors de la dernière session criminelle près le tribunal d'Alger, en ce mois de juin 2015, l'accusé devait répondre des chefs d'inculpation retenus contre lui à savoir homicide volontaire. L'accusé a déclaré à la barre « Je ne n'avais nullement l'intention de tuer ».

Le représentant du ministère public requiert la peine maximale, mettant en exergue la gravité des faits.

La défense, pour sa part, tente de sensibiliser le jury en plaident les circonstances atténuantes.

La cour se retire afin de délibérer. Elle revient pour lire le verdict : Hamid est condamné à 20 ans de réclusion criminelle.

JIJEL

4 individus sous les verrous pour pillage de sable de mer

Quatre individus, impliqués dans des affaires d' extraction illicite de sable de mer, viennent d'être arrêtés à Jijel par la Gendarmerie nationale, a-t-on appris, mardi, auprès du groupement territorial de ce corps constitué.

Les mis en cause, âgés de 20 à 29 ans, ont été interpellés lors de contrôles de nuit effectués par les gendarmes sur près des plages de la côte est de la région où ils ont également saisi un des camions ayant servi au transport de ce matériau.

Durant ces opérations, des engins remplis de sable ont aussi été saisis avant que les auteurs de ces crimes commis

au détriment de l'environnement, ne soient déférés devant la justice et écrasés, a-t-on précisé. Lors d'une récente rencontre avec la presse, des officiers du groupement territorial de la Gendarmerie nationale avaient réaffirmé la détermination de ce corps de sécurité de "ne ménager aucun effort" pour lutter contre les prédateurs du sable de mer. Il avait été fait état, au cours de cette rencontre, de la saisie "d'importantes quantités" de sable extrait illégalement, de matériels de transport, et de la présentation devant les juridictions compétentes des individus impliqués dans des affaires de pillage de sable de mer, rappelle-t-on.

BOUIRA

Une école pour enfants inadaptés mentaux bientôt à M'chedallah



Une enveloppe financière de 140 millions DA a été allouée pour la réalisation d'une école pour enfants inadaptés mentaux dans la commune de M'chedallah (Est de Bouira), a indiqué, jeudi, la directrice de l'Action sociale (DAS).

Les travaux de réalisation de cette école ont été lancés il y a plus d'une semaine au lieu-dit Vouaklane, à la sortie ouest de la ville de M'chedallah, à une quarantaine de km à l'est du chef-lieu de wilaya, a expliqué Harkat Saliba à l'APS.

Ils sont menés sur un terrain de quelque 4000 m2 et les délais fixés pour l'achèvement de cette école sont de 18 mois, a fait savoir la même responsable.

D'après Mme Harkat, cette

école, qui est la première du genre dans la région, sera formée de pas moins de huit salles de classe et de quatre ateliers pour les activités manuelles d'une capacité de 120 places pédagogiques.

Elle sera aussi dotée d'un réfectoire, d'un internat, d'un bloc pour l'administration ainsi quatre de logements de fonction, a-t-elle ajouté, faisant savoir qu'une école pour jeunes aveugles composée de 17 classes a été réalisée et achevée dans la commune de Sour El-Ghozlane (sud de Bouira).

Ce nouvel établissement spécialisé devrait ouvrir ses portes à la prochaine rentrée scolaire, a assuré la même responsable.

BILAN DE LA DGSN DES ACCIDENTS DE LA ROUTE 3 morts et 304 blessés en une semaine



Trois (03) personnes ont trouvé la mort et 304 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus du 2 au 8 juin en milieu urbain, selon un bilan de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) publié jeudi. Les statistiques enregistrées durant cette semaine, révèlent une baisse des accidents de la route (-12) par rapport à la semaine précédente, du nombre de blessés (-36) et une baisse du nombre de morts (-50).

Concernant les causes de ces accidents, l'élément humain reste, selon le même bilan, en première position avec 92,36 % des cas, dû essentiellement à l'excès de vitesse et le non respect de la distance de sécurité.

Dans ce contexte, la DGSN réitère son appel aux usagers de la route à « respecter » le code de la route et à faire preuve de davantage de prudence et de vigilance.

APS

MORTALITÉ MATERNELLE

«Net recul» ces dernières années en Algérie, selon Abdelmalek Boudiaf

Le taux de la mortalité maternelle a connu un «net recul» ces dernières années en Algérie et devrait se situer autour de 57,5 décès pour 100.000 naissances vivantes en 2015 alors qu'il était de 230 cas pour 100.000 naissances en 1990, a indiqué jeudi à Alger le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, Abdelmalek Boudiaf.

Intervenant à l'ouverture d'une rencontre sur «la restitution du Plan national de réduction accélérée de la mortalité maternelle pour la période 2015-2019», le ministre a expliqué cette avancée par «l'ensemble des mesures prises et les efforts entrepris et qui ont, indéniablement, permis d'améliorer les indicateurs de la santé maternelle».

Le taux de mortalité maternelle a ainsi connu un «net recul» passant de 230 pour 100.000 naissances vivantes en 1990 à un taux de 60,3 pour 100.000 naissances vivantes en 2014, a-t-il argumenté.

Le taux attendu pour l'année en cours, 57,5 décès pour 100.000 naissances vivantes, «situé l'Algérie à un niveau intermédiaire mais reste en deçà des attentes et des moyens mobilisés par l'Etat», a néanmoins relevé le premier responsable du secteur de la santé.

M. Boudiaf a souligné, à ce propos, «l'engagement pris au plus haut niveau de poursuivre sans relâche et d'intensifier ces efforts, d'autant que, a-t-il noté, le taux d'accouchement assisté a atteint 97,2% et que 95% des femmes enceintes ont eu au moins une consultation au cours de leur dernière grossesse».

Le ministre a également cité l'enquête sur les indicateurs multiples MICS 4, présentée deux jours plus tôt et dont les résultats «illustrent particulièrement les progrès considéra-



bles enregistrés dans plusieurs domaines, notamment la santé de la mère et de l'enfant, et indiquant les chantiers prioritaires à prendre en charge y compris dans leur dimension spatiale».

Il a, en outre, réaffirmé «l'engagement politique de mobiliser tous les moyens, de renforcer les capacités du système sanitaire pour en améliorer la performance et d'investir davantage dans la santé des populations» et ce, comme recommandé par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

«La protection de la santé de la mère et de l'enfant a toujours constitué, pour notre pays, une priorité de santé publique», a poursuivi le ministre, appuyant son propos par citer le financement «conséquent et durable» dégagé à cet effet, ainsi que «l'accès universel et gratuit aux prestations de soins préventifs et curatifs». De même que le développement des infrastructures assurant des prestations de proximité au niveau de 271 Etablissements Publics de Soins de Proximité (EPSP), 195 Etablissements Publics Hospitaliers (EPH) et des 30 complexes «Mère et enfant».

Le plan d'action du Gouvernement a inscrit, en outre, la disponibilité des médicaments essentiels dans les structures offrant les soins de santé de la mère et du nouveau-né, d'autre part, a-t-il souligné.

32 milliards de DA pour le financement des unités de soins «Mère-Enfant»

Une enveloppe de 32 milliards DA a été dégagée par les pouvoirs publics pour le financement des 32 structures de soins «Mère-Enfant», à travers le territoire national, a révélé jeudi à Alger le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, annonçant la présentation prochaine du dossier de la santé de la femme et de l'enfant en Conseil de gouvernement. Intervenant lors d'un point de presse animé en marge de la rencontre de «restitution du Plan national de réduction accélérée de la mortalité maternelle», le ministre est revenu plus en détails sur les efforts entrepris par le gouvernement afin de parvenir à une réduction optimale de ce problème de «santé publique».

À ce sujet, il a affirmé qu'entre autres mesures pour y parvenir, figure l'objectif d'arriver à un taux de plus de 95% de couverture du territoire national en sages

femmes. Se félicitant du lancement de l'expérience pilote des cliniques ambulantes, M. Boudiaf a souligné qu'il s'agit d'un «début» d'action qui appelle à d'autres initiatives à même de réduire davantage le taux actuel en mortalité maternelle.

Par ailleurs, le ministre est revenu sur l'enquête à «indicateurs multiples» inhérente essentiellement à la santé de la femme et de l'enfant (MICS4), rendue publique deux jours plus tôt, pour annoncer la présentation de ses résultats lors d'un prochain Conseil du gouvernement.

«Il s'agira de prendre des mesures en fonction de ces conclusions, dont l'octroi d'enveloppes financières supplémentaires ainsi que la réflexion à de nouvelles solutions qui iront dans le sens des attentes des spécialistes quant à une réduction plus conséquente de la mortalité maternelle», a-t-il expliqué.

RENCONTRE ENTRE LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET UN RESPONSABLE FINLANDAIS

Un partenariat en matière de la santé «gagnant - gagnant»

Les opportunités de coopération entre l'Algérie et la Finlande en matière de protection de la mère et de l'enfant et de traitement du diabète et des maladies cardio-vasculaires ont été au centre d'une rencontre mercredi à Alger entre le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, et le vice-ministre des affaires économiques extérieures auprès du ministère des Affaires étrangères finlandais, Matti Anttonen. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la ren-

contre, M. Boudiaf a indiqué que les deux parties ont «convenu de la conclusion d'un mémorandum d'entente de coopération en matière de protection de l'enfant et de la mère» en tirant profit de l'expérience finlandaise dans le domaine de dépistage précoce des malformations congénitales cardiovasculaires chez les nouveaux-nés.

Dans ce cadre, le ministre a appelé à investir dans le domaine de l'industrie des médicaments et des vaccins en Algérie et à établir un partenariat «gagnant-gagnant»

PLAN NATIONAL ANTI-CANCER
La contribution de tous pour sa réussite est nécessaire



Les spécialistes participant à une rencontre autour du plan national de lutte contre le cancer 2015-2019, ont appelé, mercredi à Sidi Bel Abbès, à conjuguer les efforts de toutes les parties pour la réussite de ce plan.

Le professeur Messaoud Zitouni, coordinateur du plan a affirmé que l'Etat a consacré d'importantes sommes pour lutter contre le cancer qui touche chaque année entre 40.000 et 50.000 personnes et doté de tous les moyens les responsables de la santé publique pour lutter contre cette maladie dangereuse nécessitant la contribution de toutes les parties et à tous les niveaux.

Professeur Zitouni a également fait part des mécanismes de ce plan national, dont notamment une banque de données moderne et actualisée sur les malades, la nature de la maladie et son évolution, tout en insistant sur le dépistage précoce pour permettre un traitement.

Le professeur Abdelkrim Slimane, chef du service épidémiologie au CHU de Sidi Bel Abbès a mis l'accent, dans une déclaration à la presse, sur la nécessité d'adopter une stratégie de prévention du cancer par une campagne de communication à laquelle participent plusieurs parties (le médecin, l'enseignant, l'imam, ...).

Il est impératif d'éclairer les citoyens sur les facteurs entraînant le cancer dont le tabagisme, l'alcool, la pollution et autres, a-t-il insisté.

En marge de cette rencontre, à laquelle ont assisté des médecins, le même spécialiste a ajouté que le succès de la campagne de prévention et de dépistage précoce du cancer peut réduire le nombre de malades et la mortalité qui a atteint, en Algérie, 3,8 sur 100.000 habitants (soit 12 pour cent des causes de décès) et en plus éviter l'ablation de l'organe atteint.

Au sujet du nombre de cancéreux dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, Dr Slimane Abdelkrim a signalé 701 cas en 2012, soit une moyenne de 10 cas sur 100.000 habitants. Chiffre élevé par rapport à la moyenne nationale, estimée entre 110 et 120 cas sur 100.000/h.

Le cancer du sein, du col de l'utérus sont en tête des cas de cancer chez les femmes, alors que la plupart des cas chez les hommes concernent le cancer du poumon et de la prostate. La leucémie est la première chez les enfants, a-t-on indiqué.

avec les sociétés algériennes pionnières en la matière, à leur tête Saidal et la pharmacie centrale des hôpitaux, ainsi que les laboratoires privés.

Par ailleurs, le ministre finlandais a salué la coopération existante entre son pays et l'Algérie dans plusieurs domaines, affirmant que «bien que récente, cette coopération est appelée à se renforcer davantage au cours des prochaines années».

MALADIES INFLAMMATOIRES DE L'INTESTIN LES ENFANTS EN SOUFFRENT AUSSI

Les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (MICI) se déclarent de plus en plus tôt, parfois 6 ans. De nouveaux traitements permettent à ces jeunes de grandir presque normalement.

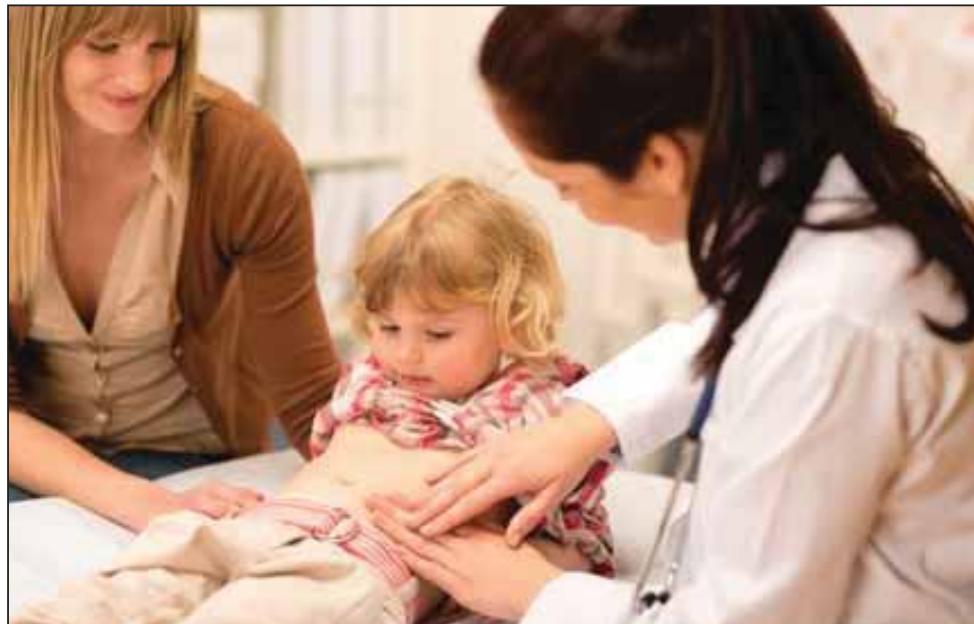
Douleurs au ventre, diarrhée, besoin de courir aux toilettes dix fois par jour, forte fatigue, fièvre, manque d'appétit... Les premiers signes d'une maladie inflammatoire de l'intestin (MICI) peuvent faire penser à une simple gastro. Et il se passe parfois des mois avant que le bon diagnostic soit fait, souvent par un gastro-entérologue pédiatrique. Une endoscopie permet de préciser la localisation des lésions. « Avant les signes digestifs, c'est le retard de croissance et de puberté qui constitue souvent le premier signal d'alarme : dans la maladie de Crohn, il touche environ un enfant sur deux », souligne le Pr Frank Ruemmele, gastro-pédiatre à l'hôpital Necker à Paris.

Deux fois sur trois, c'est une maladie de Crohn, qui peut toucher le gros intestin (côlon) ou la partie terminale de l'intestin grêle (iléon). Dans un tiers des cas, c'est une rectocolite hémorragique (RCH), qui atteint le rectum et le côlon et entraîne des saignements.

Les MICI sont en augmentation

Plusieurs hypothèses pourraient expliquer la flambée des MICI : modification de l'alimentation (baisse de l'allaitement), augmentation des additifs et des « mauvaises graisses »... La diminution importante des infections sévères, due à une meilleure hygiène et couverture vaccinale, pourrait favoriser l'inflammation.

Les chercheurs étudient aussi le rôle de la flore intestinale (microbiote) et de ses perturbations. En revanche, aucun lien n'a été trouvé avec les allergies et les intolérances alimentaires. Chez un enfant sur trois, au moins un des parents ou un membre de la famille proche est atteint, il existe donc une prédisposition génétique.



Un traitement au long cours est nécessaire

L'objectif est de réduire les « poussées » de la maladie et de prolonger les périodes sans symptômes où l'enfant se sent bien, va à l'école comme les autres... Les médicaments sont les mêmes que pour les adultes : 5-amino-salicylés (anti-inflammatoires), corticoïdes, immunomodulateurs, parfois anti-TNF alpha. Avec des précautions par-

ticulières pour minimiser les effets secondaires, car la maladie nécessite un traitement à vie.

« Jusqu'à 17-18 ans, on traite en continu pour induire et maintenir la rémission, et permettre à l'enfant de grandir normalement. Il voit son médecin au moins quatre fois par an. Lors des poussées, il existe un traitement très efficace : se nourrir exclusivement durant six à huit semaines d'un lait spécial (Modulen IBD, Elemental 028...), qui

agit comme un médicament anti-inflammatoire très puissant.

Attention aux effets aggravant du tabac. On utilise parfois la cortisone pour « calmer le feu de l'inflammation », mais le moins longtemps possible, car elle freine la croissance », précise le Pr Frank Ruemmele. Aucun régime particulier n'est nécessaire, mais il ne faut pas abuser des fast-foods, et surtout, mettre les jeunes en garde contre les effets aggravants du tabac.

LA VACCINATION SERA BIENTÔT POSSIBLE SANS AIGUILLE NI ADJUVANT

Vacciner sans piquer ni ajouter un adjuvant sera bientôt possible, selon les résultats d'une étude réalisée par les chercheurs de l'Institut français pour la santé et la recherche médicale (Inserm). Ce nouveau procédé a été testé sur des souris, mais serait applicable aux hommes.

Plus besoin d'aiguilles ni d'adjuvants pour la vaccination ? Selon les chercheurs de l'Inserm, un vaccin pourra être administré via des micropores formés dans la peau grâce à un laser. Cette expérience a été concluante sur des souris. Elles ont été protégées du mélanome et selon les scientifiques cette méthodologie pourrait être facilement appliquée aux hommes. Une découverte intéressante pour les angoissées des aiguilles et tous les opposants aux adjuvants.

« Actuellement, un vaccin est injecté avec une aiguille qui tra-

verse le derme et libère la solution vaccinale dans l'hypoderme ou dans le muscle. On court-circuite donc le derme et son réseau très dense de cellules dendritiques. Ces cellules sont des sentinelles extrêmement performantes du système immunitaire : elles présentent les antigènes aux lymphocytes T immatures en vue de leur différenciation en lymphocytes T effecteurs, capables d'éliminer l'agent pathogène. Nous voulions donc cibler spécifiquement ces cellules dendritiques du derme afin de stimuler la réponse immunitaire », explique Bernard Malissen, immunologue et chercheur à l'Inserm.

Le laser pour administrer le vaccin

Les chercheurs ont utilisé un laser dermatologique qui génère des

micropores dans la peau, puis appliqués localement le vaccin à même la peau. Les résultats de l'étude ont montré que cette manière de vacciner a été efficace et a protégé les souris.

« Le vaccin a donc été efficace en prévention et en thérapie, malgré l'absence d'adjuvant habituellement indispensable pour stimuler la réponse immunitaire en cas de vaccination contre le cancer. Peut-être que l'application du laser provoque une légère inflammation locale qui attire des cellules immunitaires (de type monocytes et granulocytes), potentialisant la réponse générée par le vaccin. Nous sommes en train de vérifier cela », conclut le chercheur.

Ce nouveau procédé pourrait s'appliquer à la vaccination humaine. Des laboratoires ont déjà manifesté leur intérêt et leur volonté de mener des essais cliniques.



CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR L'HUILE DE COLZA



À côté de l'huile d'olive, dont on ne présente plus les bienfaits, celle de colza est l'autre huile intéressante à utiliser au quotidien. Explications.

D'où vient-elle ?

Le colza est une plante de la famille des crucifères (comme le chou), reconnaissable à ses fleurs jaunes fluo, qui donne des petites graines noires riches en lipides. Dans les années 60, des études menées sur des animaux ont montré un possible effet nocif de l'acide érucique présent dans l'huile de colza. Il n'en fallut pas plus pour faire chuter sa consommation au profit de l'huile de tournesol. Depuis, ces études ont été relativisées et surtout, de nouvelles variétés de colza sans acide érucique ont été développées. Les découvertes scientifiques récentes sur les bienfaits des oméga 3 ont fini de remettre cette huile au goût du jour !

Quels sont ses atouts nutritionnels ?

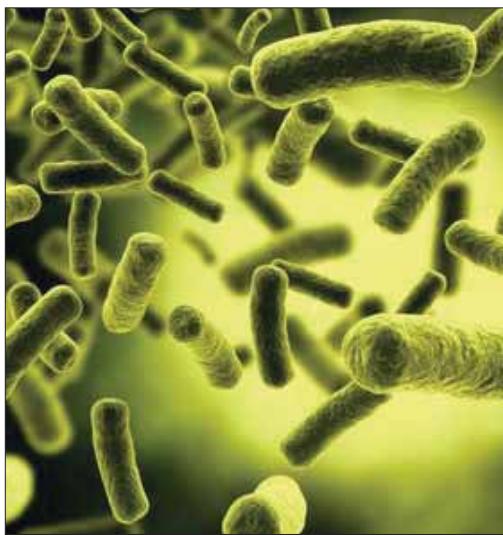
« Son principal atout est sa richesse en oméga 3 (9 %), avec un rapport oméga 6/oméga 3 inférieur à 4, donc favorable à la bonne assimilation de ces deux acides gras indispensables », note Florence Foucaut, porte-parole de l'Association française des diététiciens nutritionnistes (AFDN). Les oméga 3, rares dans notre alimentation, jouent notamment un rôle dans le bon fonctionnement du cerveau et du système nerveux. « Elle est aussi riche en oméga 9 (60 %), les bons acides gras que l'on trouve dans l'huile d'olive et qui aident à lutter contre le mauvais cholestérol ». Enfin, elle est bien pourvue en vitamine E antioxydante, qui protège l'huile de l'oxydation, mais aussi nos cellules du vieillissement. Une cuillère à soupe d'huile de colza couvre à elle seule la moitié de nos besoins quotidiens en oméga 3 et près du tiers de nos besoins en vitamine E.

INFLAMMATION INTESTINALE DÉCOUVERTE D'UNE NOUVELLE MOLÉCULE POUR Y REMÉDIER

Des chercheurs ont découvert une nouvelle molécule provenant d'une bactérie de l'intestin capable de jouer un rôle actif dans la lutte contre l'inflammation intestinale.

Il y a quelques années, des chercheurs ont montré qu'une bactérie intestinale (*Faecalibacterium prausnitzii*), avait tendance à diminuer dans l'intestin de l'Homme à l'apparition des maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (MICI), telles que la maladie de Crohn ou la rectocolite hémorragique. Ils avaient également mis en évidence que cette bactérie sécrète une ou plusieurs molécules possédant des propriétés permettant de lutter contre les MICI.

De nouveaux travaux de l'Inra et de l'Inserm ont permis d'identifier cette molécule qu'ils ont appelée MAM (Microbial Anti-inflammatory Molecule) qui joue un rôle actif dans la lutte contre l'inflammation intestinale. En étudiant l'efficacité de la molécule sur des souris atteintes de MICI, ils ont montré que les souris protégées par la présence de MAM perdaient moins de



poids que les souris non-protégées. Les chercheurs ont également montré que cette protéine MAM agit en diminuant certaines des molécules du système immunitaire de la muqueuse intestinale provoquant l'inflammation.

Les scientifiques envisagent désormais de restaurer la présence de la bactérie chez les personnes atteintes de MICI. « Les moyens pour y parvenir sont multiples : utiliser de nouveaux compléments alimentaires contenant la bactérie (probiotiques) et/ou des molécules qui favorisent le développement de la bactérie (prébiotiques).

La découverte et la caractérisation de la protéine MAM permet aussi maintenant d'envisager sa production et son utilisation éventuelle comme molécule active par l'industrie pharmaceutique » soulignent les chercheurs.

LES MALADES ATTEINTS DE MICI N'ONT PAS UNE BONNE QUALITÉ DE VIE

A l'occasion de la Journée mondiale des Mici, le 19 mai, l'Association François-Aupetit (Afa) et le CHU de Nancy ont réalisé un sondage pour en savoir plus sur la qualité de vie des malades souffrant de maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (Mici).

Douleurs au ventre, diarrhée, besoin de courir aux toilettes dix fois par jour, forte fatigue, fièvre, manque d'appétit. Les patients atteints de la maladie de Crohn ou de recto-colite hémorragique (RCH) souffrent d'inflammations de la paroi d'une partie du tube digestif, généralement l'intestin, le côlon ou le rectum. Les symptômes des malades inflammatoires de l'intestin (MICI) sont extrêmement handicapants.

Afin de rendre compte des difficultés des 200 000 personnes en France touchées par des Mici, l'association François Aupetit (qui re-

groupe les personnes atteintes de Mici en France) et le CHU de Nancy ont réalisé une enquête et sondés 1 211 malades.

Des symptômes handicapants et une source d'anxiété

Les résultats du sondage révèlent que la majorité des malades (53,1%) déclarent avoir une faible qualité de vie, 46,8% affirment souffrir de "fatigue sévère" et 48,9% de syndromes dépressifs.

Un tiers des malades souffrent d'anxiété se sentent handicapés par leur Mici dans leurs activités quotidiennes.

« Certains patients modifient leur parcours professionnel à cause de leur maladie, et doivent aménager leurs horaires dans l'objectif de pouvoir travailler le plus normalement

possible » rappelle l'Association François Aupetit (Afa). Pour mieux informer le grand public sur ces pathologies et valoriser les défis quotidiens relevés par les patients, l'Afa lance une campagne, avec affiches et spots à la radio, à l'occasion de la Journée mondiale des Mici.

Les maladies de l'intestin en France

En France, 80.000 personnes souffrent de RCH et 120.000 de la maladie de Crohn. 6.000 nouveaux cas de Mici sont diagnostiqués chaque année. Ces maladies se soignent mais ne se guérissent pas. Les deux pathologies se traitent par traitement anti-inflammatoire, par traitement "immunomodulateurs" (agissant sur la réaction immunitaire), ou par chirurgie pour les formes les plus sévères.

LES CHIPS ACCUSÉES D'ÊTRE CANCÉROGÈNES

Les aliments frits et trop cuits augmenteraient les risques de cancers, selon les conclusions de l'Agence européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Frites, grillades, chips, biscuits... Attention danger ! La sur-cuisson de ces aliments favoriserait l'apparition de l'acrylamide, une substance chimique susceptible d'accroître les risques de cancer.

« L'acrylamide est une substance chimique qui se forme naturellement dans les aliments riches en amidon au cours des processus de cuisson à haute température au quotidien (friture, cuisson au four, rôtissage et transformation industrielle à + 120°) », explique l'Agence dans un communiqué.

« Elle est présente dans un large éventail d'aliments consommés au quotidien, comme les produits frits comme les chips, frites, pommes de terre, biscuits salés industriels ou le pain », rappelle-t-elle.

Or, les conclusions du rapport de l'Agence révèlent « l'éventualité d'un risque cancérogène, ainsi que des effets sur le système nerveux, le développement pré et post natal, ainsi que sur le système reproducteur masculin ». Ce compte-rendu rappelle aussi que les enfants, qui, consomment beaucoup de ces produits frits à base de pomme de terre, sont aussi « le groupe d'âge le plus exposé, proportionnellement à leur poids corporel ».



8^e ÉDITION DU FIOFA Projection de trois œuvres en clôture de la compétition des courts métrages



Trois œuvres ont été projetées mercredi à la cinémathèque Ouarsenis d'Oran en clôture de la compétition des courts métrages dans le cadre du 8^e Festival international d'Oran du film arabe (FIOFA).

Le film «*lbtassim anta tamout*» (souris, tu meurs) du syrien Wassim Essaid raconte l'histoire d'un photographe, Sadi, qui a une hantise pour les informations sur des atrocités, rapportées chaque jour par les médias.

Il prend, au moment où il s'auto-punisait, des photos présentées dans une exposition après sa mort dans des événements en Syrie et devenues matière d'information de différentes chaînes.

Le court métrage «*L'autre dimension*» de l'émirat Aicha Ez-Zeghabi présente une vision abstraite de la fin de ceux qui se trompent à l'égard de ceux qui les entourent.

Ce film relate l'histoire d'un jeune adolescent qui nuisait aux Autres avant d'être victime d'un accident et qui se retrouve enfin à se rappeler toutes les erreurs qu'il a commises dans le passé. Le film «*Nsibi*» (mon gendre) du réalisateur algérien Hassan Belaid a abordé dans l'histoire d'un jeune homosexuel, victime de jets de pierres des voisins à chaque fois qu'il passe dans la rue. L'époux de sa sœur découvre, un soir, la réalité de son beau-frère.

Lors du débat, le réalisateur résidant en France a souligné que le phénomène d'homosexualité existe aussi dans la société algérienne et que l'objectif de son film est de montrer la réaction de la société face à ces gens. Ce dernier court métrage a suscité une vive réaction chez l'assistance, qui trouve le thème contraire aux traditions de la société algérienne conservatrice. La compétition des courts métrages au FIOFA, clôturée mercredi, met en lice 14 œuvres de 11 pays qui sont évalués par un jury présidé par le réalisateur de la Télévision algérienne, Mohamed Hazourli.

9^e FESTIVAL DIWAN Maâllem Medjbar enchanter le public de Béchar

Une ambiance des plus surprenantes, danse et survoltée, a régné sur le stade Ennas de Béchar lors d'un concert spectaculaire animé mercredi soir par Maâllem Medjbar et son groupe, qui a su faire vibrer un public pourtant réputé difficile avec un style inspiré de la musique de la région.

Invité en tête d'affiche par le 9^e Festival national de musique diwan qui se tient à Béchar depuis lundi, le groupe a enchanté son public venu nombreux avec des textes de poètes connus dans la Saoura, des compositions propres de l'artiste et des reprises de succès comme ceux de Gaada Diwan Béchar. Avec une orchestration riche composée de goumbri, mandole, violon, batteries, percussions et claviers, le maâllem à la voix aigüe et puissante a installé une ambiance festive chez un

MOHAMED BENSALAH, DANS UNE INTERVIEW AVEC L'APS : De la littérature au cinéma, histoire d'un transfert

De la littérature au cinéma, de l'adaptation au scénario, sont les points développés par le spécialiste du cinéma, Mohamed Bensalah dans un entretien à l'APS (3 questions), en marge du Festival international d'Oran du film arabe (FIOFA).



APS : Le cinéma a depuis toujours puisé dans la matière littéraire. Vous, qui enseignez la sémiologie de l'image et l'adaptation cinématographique à l'université d'Oran, pouvez-vous nous éclairer sur les interactions entre la littérature et le cinéma en Algérie ?

M.B. : Cette question me renvoie au feuilleton historique «*El Harig*» (L'Incendie), première grande adaptation gravée à jamais dans la mémoire collective, réalisée par Mustapha Badie au début des années 70 pour le compte de l'ex-RTA, en hommage à l'illustre homme de lettres, Mohammed Dib, auteur entre autres, de la trilogie *La Grande maison*. Précisons une chose: une œuvre littéraire n'appartient pas uniquement à l'auteur ni à un certain type de lecteurs. Elle rejoint le domaine de la propriété publique et peut être confrontée à d'autres œuvres d'art en étant soumise à un phénomène de décloisonnement. L'étude de la trilogie de Mohammed Dib, à travers l'adaptation télévisuelle de Mustapha Badie, nous offre l'occasion de nous interroger sur les processus de réception des œuvres littéraires adaptées à l'écran.

Confrontant les points de vues de spécialistes du texte et de l'image autour de plusieurs axes interdépendants comme le phénomène actuel de l'hybridité, qui fait côtoyer littérature, cinéma et médias, nous reposons la traditionnelle question des transferts sémiotiques (récits romanesques, récits filmiques, approche narratologique, prise en compte du discours, considérations stylistiques et esthétiques). Même si son positionnement dans le champ éditorial a largement contribué à stimuler et à redéfinir les normes d'approche, le phénomène d'adaptation cinématographique reste à saisir dans une vision culturelle plus vaste qui tient compte du contexte de production technique et économique de la sphère cinématographique et d'autres paramètres.

De nombreux écrivains travaillent comme scénaristes sur l'adaptation cinématographique de leurs propres œuvres. Ce ne fut pas le cas de Dib, qui n'a, semble-t-il, pas été sollicité par le réalisateur de la Télévision algérienne, Mohamed Hazourli.

sateur ?

En effet, cela n'a pas plu à l'écrivain. Le but que s'assignait Badie, qui vivait son métier tel un sacerdoce, n'était pas d'aboutir à des analyses savantes, mais plutôt de revisiter l'œuvre du grand écrivain algérien par le biais d'une représentation attrayante grâce à la magie des images filmiques.

L'écriture dibleenne use de la narration, du lyrisme et de la méditation en empruntant à la poésie, au théâtre et même aux techniques du cinéma. Mais cela n'est guère spécifique à Dib.

Aujourd'hui, le monde de la littérature et celui du cinéma s'influencent mutuellement. De nombreux écrivains travaillent comme scénaristes sur l'adaptation cinématographique de leurs propres œuvres ou sur des idées originales. L'écriture s'en trouve modifiée parfois dans son esprit et donne lieu à un style visuel, pré-cinéma. De même, les réalisateurs trouvent souvent dans les romans matière à adaptation tant les formes d'expression ont des points communs.

Les écrivains d'aujourd'hui, tout en inventant des formes nouvelles d'écriture, restent imprégnés du style réaliste qui est la marque d'un certain cinéma. Nombre d'écrivains ont mené conjointement leurs œuvres littéraires et un travail d'écriture cinématographique.

La littérature, en tant qu'art autonome, dit-on, peut se passer du 7^e art. En est-il de même pour le 7^e art ?

La littérature reste un art autonome qui peut se passer du 7^e art. Elle a ses qualités et ses limites en tant que représentation. La rencontre des deux, l'interTEXTUALITÉ, plus loin, la trans-textualité dépassent la simple notion de plagiat.

Elle montre aussi les limites d'une telle approche. La repose la véritable interaction culturelle. L'idée d'une sémiologie à géométrie variable permet, grâce à un héritage de toutes tendances, d'offrir une série d'entrées pouvant avoir un certain nombre de corrélations entre elles. Tout dépend, bien sûr, de l'adaptateur et de son talent face à la véritable opération de réécriture qu'impose la

public «ravi d'avoir une animation musicale de qualité même si celle-ci reste rare dans la région».

La compétition du festival a été marquée lors de cette troisième soirée par le passage, empreint d'émotions et d'authenticité, de la troupe Dar Bahri Ouesfane de Constantine détentrice d'un rituel ancestral séculaire longtemps conservé dans un cadre familial restreint tout en étant très connu dans la ville. Pour ce passage, le patriarche et chef de troupe Mohamed El Hadi Hachani a fait monter sur scène un instrument du diwan aujourd'hui rarement utilisé, le «kerketou», petite percussion jouée avec de longues baguettes.

Chantant en langue haoussa, parlée en Afrique de l'Ouest, la fluidité de l'interpréta-

mise en images. Badie n'a pas fait du Diw à l'écran, mais plutôt du feuilleton télé à partir d'un substrat culturel dibleien, servant de point de départ.

Il en est de même pour Ahmed Rachedi, qui de *Thalla* de Mouloud Mammeri nous a offert à voir *L'Opium et le bâton* ou encore Slim Riad avec *Le vent du Sud*, adapté de l'ouvrage de Benhaddouga. Pour ces derniers, comme pour d'autres cinéastes algériens, adapter n'est pas se conformer. Il y a transformation et dépassement de l'œuvre. C'est le propre talent du réalisateur créateur qui est mis en valeur.

Le texte verbal travaille sur la seule matière: la langue. Le texte filmique fonctionne au niveau de la mise en scène, des décors, des acteurs, des costumes, de la musique, des cadrages, de l'étude des plans et des paramètres techniques.

Le transfert sémiotique d'un signe à un autre tient également compte des télespectateurs, du contexte et des moyens techniques et financiers disponibles. Comparer *Ce que le jour doit à la nuit* de Yasmine Khadra au film éponyme d'Alexandre Arcady, ne se résume pas à une simple mise en évidence des points communs et des divergences, sur le plan narratif, esthétique ou sémiologique, mais plutôt d'un travail sur les normes contraintes de la littérature que le cinéma s'approprie parfois.

On a même parfois crié à la trahison avec procès en pointe de mire (cas du scénario de Mourad Bourboune écrit pour Lakhdar Hamina). Le débat sur la légitimité de la démarche transposable est loin d'être clos car comme l'écrivait Goethe : «Le mot et l'image sont deux corrélations qui se cherchent éternellement».

*Mohamed Bensalah est cinéaste et enseignant de sémiologie, de journalisme et de cinéma à l'Université d'Oran Es-Sénia (Institut des sciences de l'information et de la communication et Institut des arts, lettres et langues).

Il est également chercheur au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC).

tion du chant du koyo bango (chanteur) et son aisance avec cette langue témoignent l'authenticité de son répertoire et de sa préservation. Les troupes Diwan El Bahia d'Oran et Ahl Diwan de Mascara ont reproduit sur la scène du stade Ennas, chacune à sa manière, la tradition des diwan de l'Oranie dans une prestation oscillant entre la pure tradition des confréries et une vision plus spectaculaire de cette musique.

Inauguré lundi à Béchar, le 9^e Festival national de musique diwan se poursuivra jusqu'à demain avec encore au programme cinq troupes en compétition et des invités très attendus du public comme le groupe Ouled El Hadja Maghnia, Ifriqiya Spirit ou Essed de Kénadsa.

APS

CRISE EN LIBYE

Le nouveau projet d'accord de l'ONU vise à reconstruire les institutions et l'économie du pays

Le nouveau projet d'accord proposé par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Bernardino Léon, aux parties libyennes au dialogue vise à permettre la formation rapide d'un gouvernement d'union pour reconstruire les institutions et l'économie de la Libye et lutter contre le terrorisme et les réseaux criminels.



Le document, élaboré sur la base des observations apportées par les parties libyennes lors de leurs séries de pourparlers de dialogue, propose une solution axée sur plusieurs axes, à savoir la formation d'un gouvernement d'union nationale, une autorité législative représentée par le parlement élu en juin 2014 pendant toute la période de transition et un Conseil supérieur de l'Etat, en tant que maximal autorité consultative du pays.

Le projet, qui propose une solution « où il n'y a ni vainqueurs ni vaincus » selon M. Leon, consacre aussi un chapitre relatif aux mesures de confiance, notamment la libération par les parties de tous les détenus ou leur remise à l'autorité judiciaire, et leur engagement à fournir toute la protection nécessaire au pouvoir judiciaire, ainsi qu'un chapitre lié aux arrangements sécuritaires visant à rétablir la paix et la sécurité dans le pays.

Le document évoque aussi l'opération constitutionnelle, les instances et les conseils compétents et le soutien international, notamment du Conseil de sécurité de l'ONU qui sera appelé à appuyer l'accord et sa mise en œuvre, et plus particulièrement dans le volet relatif aux aides internationales nécessaires à la mise en application des arrangements politiques.

L'ONU a joué un rôle de médiateur en organisant plusieurs séries de discussions entre les parties en conflit depuis septem-

bre, mais les affrontements se poursuivent malgré la trêve conclue entre les factions participantes.

M. Leon a affirmé qu'il poursuivra ses rencontres avec les parties notamment au sujet des arrangements sécuritaires. Parmi les principaux points des pourparlers figurent notamment l'instauration d'un cessez-le-feu, le rétablissement de la sécurité, le désarmement des groupes armés et la formation d'un gouvernement d'union nationale, qui permettra de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye.

Les travaux de la 3e réunion du dialogue inter-libyen, ayant regroupé au début du mois de juin des leaders et des chefs de partis politiques et des activistes libyens, à Alger, sous l'égide des Nations unies, ont été sanctionnés par une déclaration constituant un appel des participants pour le retour de la paix et de la réconciliation en Libye notamment par la mise en place d'un gouvernement libyen consensuel d'unité nationale.

Lors de l'ouverture des travaux, l'envoyé spécial des Nations unies pour la Libye, Bernardino Léon, avait qualifié de « cruciale » ce troisième round de dialogue à Alger et appelé toutes les parties libyennes en conflit à la raison et à œuvrer à l'aboutissement d'un accord final met-

tant fin aux hostilités et organisant une lutte efficace contre le terrorisme.

Les pays voisins de la Libye ont, dans un communiqué final ayant sanctionné les travaux de leur sixième réunion sur la Libye, en fin de semaine dernière à N'Djamena (Tchad), appelé à privilégier la solution politique à la crise libyenne, et souligné la nécessité de former « très rapidement » un gouvernement d'union nationale. Par ailleurs, dans un communiqué commun à l'issue de leur réunion mercredi 10 juin à Berlin, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, ainsi que l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Union européenne et l'ONU (format dit « P5+5 »), ont pressé les délégués libyens de « surmonter les obstacles » à un accord, « cesser immédiatement les hostilités » et « empêcher toute action susceptible de perturber le processus politique ». La France avait auparavant exhorté les parties libyennes à faire le choix du compromis et de l'union en signant sans délai un accord. Elle se tient aux côtés de tous les Libyens qui défendent leur pays, dans une déclaration le 9 juin de M. Romain Nadal, porte-parole du ministère des Affaires étrangères et du Développement international.

À Tripoli, la mission de soutien des Nations unies en Libye (MISNU) a lancé une campagne de presse destinée à promouvoir la paix dans le pays, avec pour slogan « Ensemble pour la paix en Libye ».

La Libye connaît un processus de normalisation politique mouvementé depuis la chute de l'ancien régime de Maammar El Guedhafi, lors du soulèvement de 2011.

En août dernier, la capitale Tripoli est tombée aux mains de la coalition Aube de la Libye. Cette coalition de milices islamistes a mis en place son propre gouvernement, le posant en rival du gouvernement libyen reconnu au niveau international, qui est actuellement en exil dans la ville de Tobrouk, dans l'est du pays.



MESSAHEL À PARTIR DE BERLIN

“Aucune alternative à la solution politique en Libye”

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdellah Messahel, a affirmé qu'il n'y avait «aucune autre alternative» que celle de la concrétisation «rapide» de la solution politique dans ce pays.

Interrogé jeudi par l'APS sur son évaluation des conclusions de la réunion tenue mercredi à Berlin sur la Libye, M. Messahel s'est félicité du fait qu'il «soit aujourd'hui évident que la communauté internationale partage la même perception de la crise et que la convergence des vues, des lectures et des analyses qui s'est dégagée de cette réunion sur la situation qui prévaut en Libye, ainsi que les positions exprimées par l'ensemble des participants, favorisent la concrétisation rapide de la solution politique à laquelle il n'y a aucune autre alternative». Il s'est de même réjoui que «la volonté de la communauté internationale de privilégier le dialogue comme seul moyen devant permettre d'aboutir à la solution politique souhaitée, rencontre celle du peuple libyen qui a démontré son attachement à un règlement politique de la crise et qui s'y est pleinement engagé en participant, à travers ses représentants, dans les différents processus politiques en cours sous l'égide des Nations unies». Selon M. Messahel, «les initiatives de rapprochement et le dialogue amorcé entre certaines parties et factions en Libye président de cette dynamique positive interne, qui concourt, parallèlement aux efforts consentis par les pays du voisinage et l'ensemble de la communauté internationale, à l'aboutissement du processus de sortie de crise loin de toute ingérence étrangère».

A ce titre, M. Messahel, qui a estimé que la solution politique «ne peut se concrétiser que si les parties libyennes parviennent à transposer leurs divergences», a également indiqué qu'il est indispensable pour l'ensemble des acteurs en présence d'être guidées, dans leur quête de cette solution, par l'esprit de dialogue, de fraternité et de réconciliation tant, a-t-il dit, la cause de la paix, de l'unité de la Libye, de la cohésion de son peuple et l'avenir de ses enfants exigent sacrifices et concessions».

Tout en rappelant la position de l'Algérie qui, dès le premier jour, a plaidé en faveur d'une solution, M. Messahel a relevé l'urgence que revêt la question de la formation d'un gouvernement d'union national inclusif, capable de poser les jalons d'un Etat moderne et de faire face aux multiples défis, d'abord sécuritaire, que posent le terrorisme et le crise organisé, mais aussi politiques, économiques et humanitaires.

BURUNDI

L'envoyé spécial de l'ONU Saïd Djinnit renonce à son rôle de médiateur dans la crise

L'envoyé spécial de l'ONU dans les Grands-Lacs, Saïd Djinnit, a renoncé son rôle de médiateur dans le dialogue gouvernement-opposition au Burundi, visant à sortir le pays de la crise née de la contestation contre la candidature du président sortant Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, a annoncé jeudi un porte-parole de l'ONU.

Saïd Djinnit «a renoncé à son rôle de médiateur dans la crise burundaise», a déclaré un porte-parole de la Mission électorale des Nations unies au Burundi, Vladimir Monteiro.

Le porte-parole a précisé que M. Djinnit garde son poste d'envoyé spécial de l'ONU dans les Grands-Lacs.

Il «a quitté hier (mercredi) Bujumbura pour le Sommet (de l'Union africaine)

caine) en Afrique du Sud (...) mais il pourra revenir à Bujumbura en tant qu'envoyé spécial de l'ONU pour la révision des Grands Lacs».

M. Monteiro a indiqué ne pas avoir d'information dans l'immédiat sur un éventuel successeur à M. Djinnit dans la médiation à la crise burundaise. Dans un communiqué, M. Djinnit «mercie l'ensemble des parties prenantes burundaises pour le mandat de facilitateur qu'elles lui ont confié» et «prend acte de la position exprimée, il y a quelques jours, sur son rôle de facilitateur par des représentants de certaines parties».

Il rappelle «que tout au long du dialogue, les parties burundaises ont maintenu leurs positions divergentes sur la candidature du président Nkurunziza à

un troisième mandat» tout en se félicitant «des avancées» sur d'autres questions. Ces négociations initierées début mai entre le camp présidentiel, d'un côté, et l'opposition et la société civile de l'autre, sont jusqu'ici restées dans l'impasse, butant notamment sur l'arrêt des manifestations anti-Nkurunziza et le retrait de la candidature du chef de l'Etat à la présidentielle. Le président Nkurunziza a établi par décret mercredi un nouveau calendrier électoral fixant au 29 juin élections législatives et communales et au 15 juillet la présidentielle. Ce calendrier a été rejeté par l'opposition et la société civile, qui ont dénoncé «une décision unilatérale» et «un passage en force» réalisé sans qu'elles aient été consultées.

AMAR BENDJAMA AMBASSADEUR D'ALGÉRIE EN FRANCE :

L'Algérie et la France entretiennent un «partenariat d'exception»

L'Algérie et la France entretiennent un «partenariat d'exception», a affirmé jeudi à Paris, l'ambassadeur de l'Algérie en France Amar Bendjama, soulignant que les relations politiques entre les deux pays «sont sans nuage».

«Lors de la rencontre entre le président de la République, Abdelaziz Bouteflika et du président François Hollande, dans le cadre de sa visite en 2012 en Algérie, les deux présidents ont décidé de mettre en place un partenariat d'exception et après trois ans nous sommes dans ce partenariat d'exception et les relations politiques entre les deux pays sont sans nuage», a indiqué M. Bendjama à l'ouverture des travaux de la première édition du Forum économique algéro-français.

Il a relevé que dans le secteur économique, «des signaux sont au vert», marqué par un échange de visites considérable de ministres, d'hommes d'affaires et de parlementaires, ajoutant cependant que «beaucoup restait à faire».

«Nous sommes fiers des projets réalisés dans le cadre du partenariat algéro-français mais nous voulons plus pour nourrir et développer le tissu industriel algéro-français qui est en train de se créer en Algérie», a-t-il dit.

Le diplomate algérien a soutenu, dans ce sens, que la promotion et le renforcement des relations entre les deux pays «sont un objectif commun», ajoutant que «la toute prochaine visite du président Hollande en Algérie sera une excellente occasion pour

illustrer et de démontrer que ces relations économiques et commerciales entre l'Algérie et la France doivent être pérennes et soutenus par les deux gouvernements».

M. Bendjama a indiqué, par ailleurs, que depuis 15 ans, l'économie algérienne «traverse une phase positive, avec une croissance de plus de 4% annuellement, en plus d'une dette extérieure infime, en raison de son remboursement anticipé».

Il a ajouté cependant que depuis l'année dernière, marquée par la baisse des prix mondiaux des hydrocarbures, de nombreux défis se présentaient à l'économie algérienne, notamment l'industrialisation et la réindustrialisation, la rigueur économique et une réorganisation de son économie.

Les travaux de la première édition du Forum économique algéro-français ont débuté jeudi à Paris pour booster davantage la coopération entre les deux pays en générant une dynamique d'investissement en vue de la mise en place d'un partenariat mutuellement bénéfique.

Placé sous le thème «Le renouveau d'une économie dynamique», cet événement organisé par la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie (CACI) en collaboration avec le Forum des chefs d'entreprises (FCE), a pour objectif «d'informer et de créer des opportunités d'affaires» dans le cadre du développement des relations de partenariat entre la France et l'Algérie.

USA

Joe Biden met en garde la Russie contre de nouvelles sanctions

Le vice-président américain Joe Biden a mis en garde la Russie contre de nouvelles sanctions si cette dernière ne respecte pas pleinement les accords de Minsk, a indiqué mercredi la Maison-Blanche dans un communiqué.

Les Etats-Unis et leurs alliés du G7 sont prêts à imposer de nouvelles sanctions si nécessaire pour répondre aux actions de la Russie, a déclaré M. Biden lors d'une réunion avec le Premier ministre ukrainien Arseniy Iatseniouk à la Maison-Blanche.

M. Biden a souligné la détermination des Etats-Unis et de leurs partenaires du G7 à continuer à faire pression sur la Russie pour qu'elle applique pleinement les accords de Minsk, y compris en rendant à l'Ukraine la partie ukrainienne de la frontière internationale et en retirant tous les soldats et toutes les armes russes d'Ukraine, selon le communiqué.

M. Biden a aussi discuté du programme de la réforme de l'Ukraine avec M. Iatseniouk.

Les Etats-Unis et leurs partenaires européens ont imposé plusieurs cycles de sanctions contre la Russie en réaction à l'annexion de la Crimée par Moscou et de son soutien présumé aux séparatistes de l'est de l'Ukraine.

Moscou a nié toute implication dans le conflit dans l'est de l'Ukraine, y compris dans la fourniture d'armes et de personnel militaire aux insurgés.

Selon les estimations de l'ONU, plus de 6000 personnes, militaires et civils confondus, ont été tuées et 16 146 blessées depuis que le conflit en Ukraine a éclaté en avril 2014.

SYRIE

L'armée annonce avoir délogé les membres de l'EI de champs pétroliers clé à Homs...

L'armée syrienne a annoncé avoir repris mercredi des champs pétroliers clé au centre de la Syrie, après des combats contre le groupe autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech), a rapporté la chaîne de télévision al-Mayadeen.

Les forces gouvernementales ont pleinement repris les champs pétroliers d'al-Jisal et la ville du même nom dans la campagne à l'est de la province de Homs, à proximité de la cité antique de Palmyre, laquelle a été prise le mois dernier par les combattants de l'EI, selon la chaîne de télévision.

Ces deux derniers jours, les éléments de l'EI avaient avancé vers la ville d'al-Jisal et ses champs pétroliers, forçant l'armée syrienne à se retirer à la recherche de renforts, lesquels ont fini par sécuriser la zone mercredi, selon la chaîne.

La télévision indique que les champs pétroliers n'ont pas été affectés par les combats, ajoutant que les affrontements avaient lieu à l'heure actuelle à l'est d'al-Jisal. Ailleurs en Syrie, l'armée de l'air syrienne a tué mercredi au moins 17 membres de l'EI dans la zone de Bayarat, à l'est de Homs, selon la chaîne.

...un Américain tué

Un Américain a trouvé la mort en Syrie, a annoncé mercredi le département d'Etat sans confirmer qu'il aurait péri dans des combats aux côtés d'une milice kurde qui lutte contre le groupe autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) comme l'affirme une télévision américaine.

Le porte-parole de la diplomatie américaine Jeffrey Rathke s'est borné à «confirmer que le ressortissant américain Keith Broomfield avait été tué en Syrie». Interrogé par la presse, il s'est refusé à donner le moindre détail supplémentaire sur les circonstances et la date de ce décès.

La chaîne de télévision américaine NBC News avait auparavant fait état de la mort de M. Broomfield, qui aurait été tué alors qu'il combattait aux côtés de la milice kurde des combattants des Unités de protection du peuple (YPG), qui lutte contre le groupe radical EI dans le nord et le nord-est de la Syrie.

La chaîne s'appuie sur des déclarations de responsables locaux kurdes sur leurs comptes Twitter et Facebook ainsi que sur le témoignage direct de la mère de M. Broomfield.

SOMMET UE-CELAC

Début des travaux à Bruxelles

Les travaux du second sommet entre l'Union européenne (UE) et la Communauté d'Etats latino-américains et Caraïbes (CELAC) ont débuté mercredi à Bruxelles, sous la présidence du président du Conseil européen Donald Tusk et du président équatorien Rafael Correa, dont le pays assure la présidence tournante de la CELAC actuellement.

Le sommet, de deux jours, qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement ou leurs représentants de 28 membres de l'UE et de 33 membres de la CELAC, se penche sur la coopération bi-régionale dans un monde complexe et en rapide évolution.

Dans son introduction, M. Tusk a insisté sur «la modernisation du partenariat» entre l'UE et la CELAC, suivant des changements dans le monde. Il s'agit d'un «partenariat symétrique, équilibré et équitable» pour la prochaine génération, a-t-il dit.

M. Tusk a salué la renormalisation des relations entre Cuba et les Etats-Unis ainsi que la fin de l'embargo imposé par Washington à La Havane, en exprimant le soutien au processus de



modernisation à Cuba. Les Européens et les Latino-Américains «peuvent aider les uns les autres pour relever les défis» de la croissance, de la modernisation des structures productives, la création d'emplois de qualité et la protection de l'environnement, a-t-il ajouté.

Avec plus d'un milliard de personnes vivant en Europe et dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le sommet UE-CELAC rassemble un tiers des membres des Nations unies et près de la moitié des membres du G20. En 2013,

les deux blocs ont occupé environ un quart du produit intérieur brut (PIB) mondial, dont 17,5% pour l'UE avec 13 500 milliards d'euros et 8,8%

pour la CELAC avec 4 600 milliards d'euros. L'UE est le deuxième partenaire commercial de la CELAC avec les échanges de marchandises de 209,2 milliards d'euros en 2014, et le premier investisseur étranger dans cette région avec un stock total d'IDE (investissement direct étranger) de 505,7 milliards d'euros en 2013, soit 10,3% des 4 900 milliards d'euros de stocks d'IDE de l'UE à l'étranger et environ 35% des stocks d'IDE de la CELAC. En 2013, les investissements de la CELAC dans l'UE ont aussi atteint 13,5 milliards d'euros, soit 3,6% des stocks entrants d'IDE de l'UE.

La CELAC est aussi importante pour l'UE qui se bat pour sortir de la crise et rattraper une croissance solide.

LUTTE CONTRE DAECH

Ouverture d'un sommet régional en Australie

Le Premier ministre australien Tony Abbott a appelé hier les pays de l'Asie-Pacifique à participer au combat contre le groupe autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech), à l'ouverture d'un sommet régional sur le sujet, insistant sur la dimension mondiale de la menace représentée par Daech.

En présence de ministres et de représentants de 30 pays ainsi que d'acteurs de l'internet comme Google, Facebook et Twitter, le chef du gouvernement australien a estimé qu'il était crucial de trouver des solutions pour vaincre l'idéologie des mouvements extrémistes, qui ont attiré en Syrie et en Irak des milliers de combattants étrangers.

«Vous ne pouvez pas négocier avec une entité comme ça, vous ne pouvez que la combattre», a-t-il dit du groupe EI, ajoutant que «ce n'est pas un terrorisme localisé mais un terrorisme aux visées mondiales».

«La défense vraiment efficace contre ce terrorisme est de persuader les gens qu'il est inutile», a déclaré M. Abbott.

Ce sommet de deux jours s'est ouvert à Sydney alors que Barack Obama vient d'autoriser le déploiement de 450 soldats américains supplémentaires - portant leur nombre total à 3 550 - pour accélérer la formation des troupes irakiennes, en particulier sunnites, engagées dans la lutte contre l'EI. En février, lors d'une réunion régionale sur ce thème à Washington, le président américain avait de-

mandé aux pays présents de s'attaquer aux causes profondes du recrutement de combattants étrangers. A l'époque, aucune mesure concrète n'avait été cependant définie.

La collaboration avec les réseaux sociaux et la société civile ainsi que la lutte contre la propagande figurent parmi les thèmes au programme du sommet australien.

Julie Bishop, ministre des Affaires étrangères, a indiqué que les familles, les amis et les mères des personnes susceptibles de se radicaliser devaient être capables de contrer la propagande et les techniques d'enrôlement des combattants.

L'Australie a relevé en septembre son niveau de menace terroriste et a depuis mené une série de raids antiterroristes.

Canberra a également adopté un train de mesures anti-terroristes comme la pénalisation de tout voyage vers des destinations considérées comme des foyers du terrorisme et le déblocage de 1,3 milliard de dollars australiens (893 millions euros) de financements supplémentaires pour la police et les agences de sécurité.

Plus de 100 Australiens sont soupçonnés d'avoir rejoint les rangs de l'EI au Moyen-Orient et au moins 30 ont été tués, selon le gouvernement. Beaucoup ont également été recrutés à travers la région Asie-Pacifique.

Washington va envoyer jusqu'à 450 nouveaux soldats en Irak

Les Etats-Unis vont déployer jusqu'à 450 personnels militaires supplémentaires pour former les forces irakiennes qui luttent contre les éléments du groupe autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech), a annoncé mercredi la Maison-Blanche.

Le président Barack Obama a autorisé le déploiement de 450 soldats supplémentaires pour former, conseiller et assister les forces de sécurité irakiennes sur la base militaire d'Al-Qaïdah, dans la province d'Anbar, cherchant à améliorer les capacités et l'efficacité des partenaires sur le terrain, a indiqué la Maison-Blanche.

Les soldats américains «n'auront pas de rôle combattant», souligne le communiqué. Actuellement, il y a 3

100 soldats américains déployés en Irak. Le nouveau déploiement amènera le nombre des personnels militaires américains en Irak à environ 3 550. Ces nouveaux conseillers travailleront à renforcer la capacité des forces irakiennes, y compris les combattants des tribus locales, à améliorer leur capacité à planifier, mener et effectuer des opérations contre l'EI dans la province d'Anbar, précise le communiqué.

Le dernier programme de déploiement aidera à compléter les efforts des formateurs américains et de la coalition dans les quatre sites d'entraînement établis précédemment à Al-Asad, Besmaya, Erbil et Taji, où plus de 9 000 soldats irakiens ont déjà été formés, avec 3 000 soldats supplémentaires en cours de formation. Le président Obama a également approuvé une approche globale pour aider les efforts du gouvernement irakien afin de soutenir la population et les communautés qui vivent dans les régions récemment libérées de l'emprise de l'EI. Par ailleurs, les Etats-Unis vont continuer de surveiller les combattants étrangers, y compris des Européens et certains Américains, qui ont rejoint l'EI en Syrie et en Irak, indique le communiqué. «Le président a enjoint à son équipe de sécurité nationale d'intensifier les efforts avec les partenaires de la coalition pour réduire l'afflux des combattants étrangers à destination et en provenance de l'Irak et de la Syrie».

PROGRAMME DU JOUR

TF1

- 06:00 Série TV : Petits secrets entre voisins
- 06:25 Culture Infos : TFou
- 08:25 Autre : Météo
- 08:30 Culture Infos : Téléshopping
- 09:20 Autre : Météo
- 09:25 : Au nom de la vérité
- 09:55 : Au nom de la vérité
- 10:25 Série TV : Petits secrets entre voisins
- 10:55 Série TV : Petits secrets entre voisins
- 11:20 Série TV : Petits secrets entre voisins
- 11:55 Culture Infos : Petits plats en équilibre
- 12:00 Autre : Les douze coups de midi
- 12:50 Culture Infos : L'affiche du jour
- 13:00 Autre : Journal
- 13:40 Culture Infos : Petits plats en équilibre
- 13:43 Culture Infos : Histoire d'un rêve
- 13:45 Autre : Météo
- 13:50 Culture Infos : Trafic info
- 13:55 : Les feux de l'amour
- 15:10 : Le secret de Clara
- 17:00 Autre : L'addition, s'il vous plaît
- 18:00 Autre : Bienvenue à l'hôtel
- 19:00 Autre : Money Drop
- 19:55 Autre : Météo
- 20:00 Autre : Journal
- 20:30 Culture Infos : My Million
- 20:33 Culture Infos : Trafic info
- 20:35 Autre : Météo
- 20:40 Série TV : Nos chers voisins
- 20:45 Série TV : Pep's
- 20:55 Autre : Koh-Lanta
- 22:50 Autre : Tirage de l'Euro Millions
- 22:55 Autre : Spéciale bêtisier

2

- 06:25 Culture Infos : Point route
- 06:30 Autre : Journal
- 06:35 Culture Infos : Télématin
- 06:57 Autre : Météo 2
- 07:00 Autre : Journal
- 07:10 Culture Infos : Télématin (suite)
- 08:00 Autre : Journal
- 08:10 Culture Infos : Télématin (suite)
- 09:05 Culture Infos : Point route
- 09:06 Culture Infos : Dans quelle éta-gère
- 09:10 : Des jours et des vies
- 09:35 : Amour, gloire et beauté
- 10:00 Culture Infos : C'est au programme
- 10:55 Autre : Météo outremer
- 11:00 Autre : Motus
- 11:30 Autre : Les'Amours
- 12:00 : Tout le monde veut prendre sa place
- 12:55 Autre : Météo 2
- 13:00 Autre : Journal
- 13:50 Culture Infos : Image du jour : 24 Heures du Mans
- 13:51 Autre : Météo 2
- 13:54 Culture Infos : Point route
- 13:55 Culture Infos : Consomag
- 14:00 Culture Infos : Toute une histoire
- 15:15 Culture Infos : L'histoire continue
- 15:45 Culture Infos : Comment ça va bien !
- 16:45 Culture Infos : Comment ça va bien !
- 17:15 Culture Infos : Dans la peau d'un chef
- 18:10 Culture Infos : Point route
- 18:15 Autre : Joker
- 18:50 Autre : N'oubliez pas les paroles
- 19:25 Autre : N'oubliez pas les paroles
- 19:55 Autre : Météo 2
- 20:00 Autre : Journal
- 20:40 Série TV : Parents mode d'emploi
- 20:43 : Image du jour : Rugby Top 14
- 20:44 Culture Infos : Alcaline l'instant
- 20:45 Culture Infos : Grand public
- 20:49 Culture Infos : 40 ans sur les Champs
- 20:50 Autre : Le village préféré des Français
- 20:51 Autre : Météo 2
- 20:55 Série TV : Candice Renoir
- 21:50 Série TV : Candice Renoir
- 22:45 Série TV : Candice Renoir
- 23:40 Culture Infos : Grand public, grand format

3

- 06:00 Autre : EuroNews
- 06:45 Culture Infos : Ludo
- 06:46 : Le petit dinosaure
- 07:08 : Le petit dinosaure
- 07:34 : Marsupilami
- 08:02 : Les lapins crétins : invasion
- 08:08 : Les lapins crétins : invasion
- 08:14 : Les lapins crétins : invasion
- 08:25 : Les lapins crétins : invasion
- 08:31 : Les lapins crétins : invasion
- 08:38 : Les lapins crétins : invasion
- 08:45 : Peanuts
- 08:50 Culture Infos : Dans votre région (1ère partie)
- 09:50 Culture Infos : Dans votre région (2e partie)
- 10:45 Culture Infos : Consomag
- 10:50 Culture Infos : Midi en France
- 11:55 Autre : Météo
- 12:00 Autre : 12/13 : Journal régional
- 12:25 Autre : 12/13 : Journal national
- 12:55 Culture Infos : Météo à la carte
- 13:50 Sport : Cyclisme
- 15:10 Série TV : Un cas pour deux
- 16:10 Autre : Des chiffres et des lettres
- 16:50 Autre : Harry
- 17:25 Culture Infos : Un livre, un jour
- 17:30 Autre : Slam
- 18:10 Autre : Questions pour un champion
- 19:00 Autre : 19/20 : Journal régional
- 19:18 Autre : 19/20 : Edition locale
- 19:30 Autre : 19/20 : Journal national
- 19:58 Autre : Météo
- 20:00 Culture Infos : Tout le sport
- 20:13 Culture Infos : Ma maison s'agrandit & se rénove
- 20:15 Autre : Météo régionale
- 20:20 : Plus belle la vie
- 20:50 Culture Infos : Thalassa
- 22:45 Autre : Météo
- 22:48 Culture Infos : Parlons passion, en quelques mots
- 22:50 Autre : Soir 3
- 23:20 : Claude François

CANAL+

- 06:20 Culture Infos : L'oeil de Links
- 06:50 Autre : Zapping
- 06:55 Autre : Le Before du grand journal
- 07:22 Autre : La météo
- 07:24 Autre : Le petit journal
- 07:50 Autre : Les Guignols de l'info
- 08:02 Autre : La météo
- 08:04 : Zapsport
- 08:05 Série TV : Burning Love
- 08:30 Cinéma : Caricaturistes : fantassins de la démocratie
- 10:15 Casting(s) - spécial César & Cannes 2015
- 10:18 Culture Infos : Le tube
- 10:55 Cinéma : Deadly Game
- 12:20 Culture Infos : La nouvelle édition
- 12:45 Culture Infos : La nouvelle édition, 2e partie
- 14:05 Cinéma : 47 Ronin
- 16:00 Cinéma : Man of Tai Chi
- 17:40 : Le journal des jeux vidéo
- 18:10 Autre : Connasse
- 18:12 Autre : Connasse
- 18:15 Autre : Le Before du grand journal
- 18:45 Autre : Le JT
- 19:05 Autre : Le grand journal
- 20:05 Autre : Le grand journal, la suite
- 20:25 Autre : Le petit journal
- 21:00 Cinéma : Les Francis
- 22:25 Cinéma : Triple alliance

M

- 06:00 Autre : M6 Music
- 07:00 Autre : Météo
- 07:05 : Les blagues de Toto
- 07:20 : La maison de Mickey
- 07:45 : Princesse Sofia
- 08:10 : Sammy & Co
- 08:20 : Alvinnn !!! et les Chipmunks
- 08:35 : Alvinnn !!! et les Chipmunks
- 08:45 Autre : Météo
- 08:50 Culture Infos : M6 boutique
- 10:00 : L'amour à l'horizon
- 11:45 Série TV : Dr Emily Owens
- 12:40 Autre : Météo
- 12:45 Autre : Le 12.45
- 13:05 Série TV : Scènes de ménages
- 13:40 Autre : Météo
- 13:45 : Mon amour de colo
- 15:45 : Marions-les !
- 17:40 Autre : Les reines du shopping
- 18:50 Série TV : En famille
- 19:40 Autre : Météo
- 19:45 Autre : Le 19.45
- 20:10 Série TV : Scènes de ménages
- 20:55 Série TV : NCIS : Nouvelle-Orléans
- 21:45 Série TV : NCIS
- 22:40 Série TV : NCIS
- 23:30 Série TV : NCIS

TÉLÉ

La sélection

20h55

Koh-Lanta



Résumé

La pression ne retombe pas en Malaisie, bien au contraire. Après un conseil houleux, l'ambiance reste électrique dans la tribu, tout juste réunifiée. Les aventuriers règlent leurs comptes et certains ont une soif inextinguible de revanche. L'équilibre des couleurs est très précaire sur le camp : chaque clan peut encore devenir majoritaire et s'ouvrir la voie de la finale. Rien n'est jamais acquis dans « Koh-Lanta », tout peut encore basculer. Pour l'heure, les épreuves physiques se succèdent et entament les réserves des concurrents. Qui saura relever tous les défis et toutes les épreuves qui leur sont imposées ? A ce stade du jeu, Bruno, le grand sage de cette édition, Mélyssa la volontaire et Jessica la compétitrice semblent bien encore pouvoir déplacer des montagnes.

2

20h45

Candice Renoir



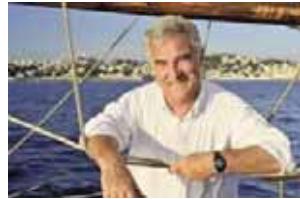
Résumé

L'ancien petit ami de Chrystelle, qui vient de revenir dans sa vie, a subitement disparu. Les conflits qui les ont opposés par le passé conduisent les enquêteurs à considérer la jeune femme comme la principale suspecte. Candice, soutenue par Antoine, enquête nuit et jour pour tâcher de disculper son lieutenant. Pour prouver son innocence, elle doit découvrir qui est le vrai coupable. Candice est tellement occupée qu'elle ne parvient plus à s'occuper des enfants, ni du chien. Ceux-ci se retrouvent donc seuls à la maison avec le compagnon de leur mère...

3

19h30

Thalassa



Résumé

Les deux millions d'habitants de Lisbonne, l'unique capitale océane d'Europe, vivent au rythme des marées, comme l'attestent leurs modes de vie, l'art ou le commerce. Tiago a hérité d'une ancienne conserverie familiale avec des spécialités locales à base de produits de la mer, au premier rang desquels trône la sardine. Amalia a créé un espace de loisirs dans un village fait de cabanes de pêcheurs, loin du flux touristique. Isabelle, fille de pêcheur, est devenue docker. Des explorateurs d'un nouveau genre tentent de protéger le patrimoine naturel des alentours de Lisbonne contre l'appétit des industriels. Enfin, les passionnés de surf se retrouvent sur les plages situées au nord de la ville pour retrouver certains des meilleurs spots du monde.

CANAL+

20h55

Les Francis



Résumé

En Corse, un retour aux sources se transforme en cauchemar pour Jeff, accompagné de ses trois amis, peu au fait des coutumes locales...

1

20h50

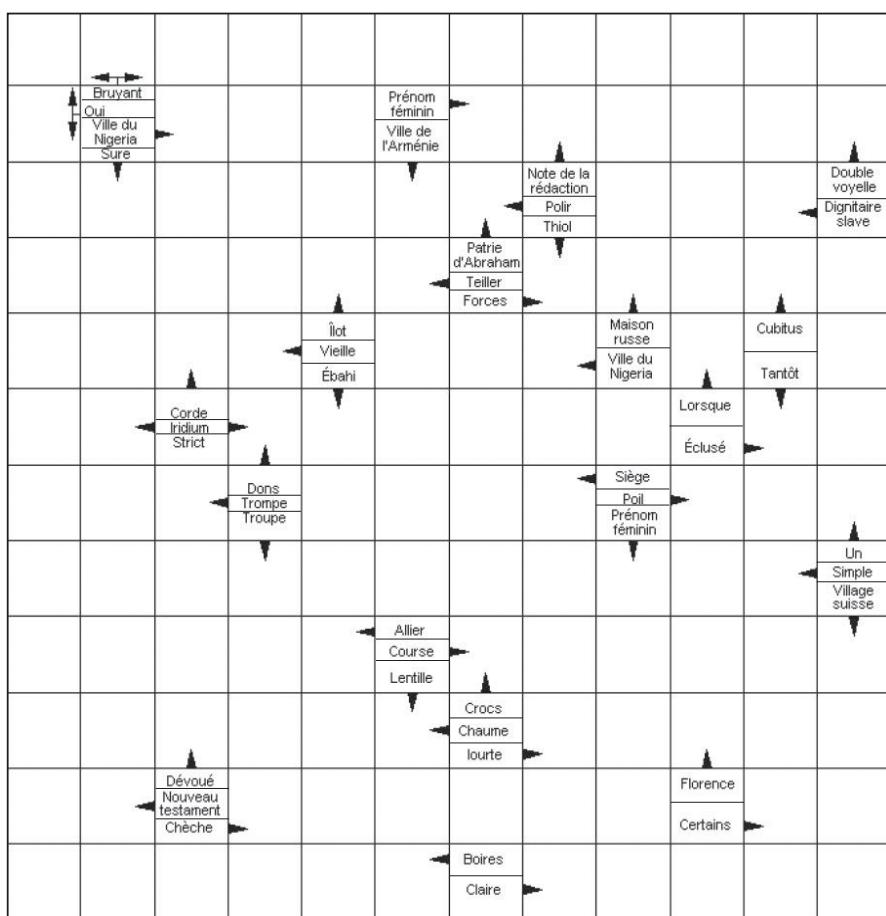
NCIS : Nouvelle-Orléans



Résumé

La voiture d'un commandant de la marine, avec un enfant à son bord, a été volée. L'équipe du NCIS met tout en oeuvre pour retrouver le véhicule. L'enquête doit également déterminer s'il s'agit d'un simple vol ou, au contraire d'un kidnapping délibéré. Les agents en sont rapidement convaincus : il s'agit bel et bien d'un enlèvement. Le soldat, qui vit en couple avec un homme, faisait l'objet d'un chantage de la part de la femme qui a porté son enfant. Il était contraint de lui donner toujours plus d'argent. Le NCIS se met aussitôt à la recherche de la suspecte pour l'interroger...

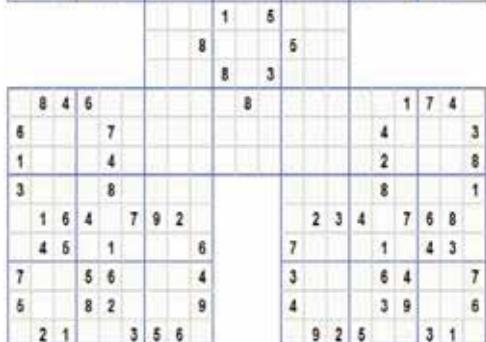
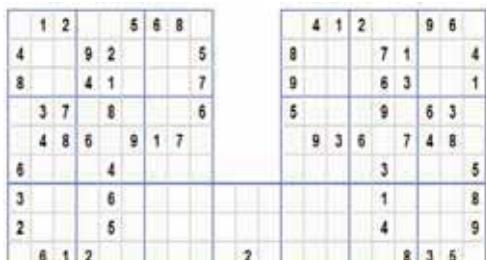
Mots fléchés n°978



Samouraï-Sudoku n°978

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



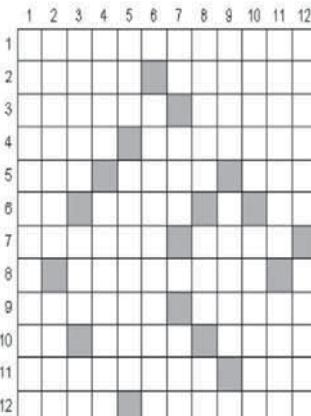
Mots croisés n°978

► Horizontalement:

- Personne qui écrit beaucoup et mal
- Cap. de l'Egypte - De l'Éolie
- Aspirer - Sembable
- Ceintures de soie portées au Japon - Aspirais par le nez du tabac
- Homme d'État bourguignon - Matière carbonée noire et épaisse - Symbole de tonne d'équivalent charbon
- Mesure de l'âge - Se dit d'un

► Verticalement:

- Puce
- Papier utilisé pour obtenir des copies d'un document - Carrefour
- S'amusait - Petit poème - Radon
- Plante - Décorations militaires
- Lombric - Tuer
- Écopes
- Séleruum - Thymus du veau - Organisation des Nations unies
- Genre dramatique médiéval - Septième lettre de l'alphabet grec - Technéum
- Étendues de terre entourée d'eau - Éléments d'un ensemble
- Port et station balnéaire d'Israël - Apparence
- Réunissent - Brille
- Violoniste et Compositeur roumain - Bousculade



7 erreurs



Proverbes

On ne doit pas laisser son travail à la dernière minute.

Proverbe algérien

Travaille, et tu deviendras fort ; assieds-toi, et tu sentiras mauvais.

Proverbe berbère

Toutes choses sont difficiles avant que d'être faciles.

Proverbe arabe

La nuit, tous les chats sont gris

Proverbe français

C'est arrivé un 12 Juin

2012 : résolution no 2050 du Conseil de sécurité des Nations unies ayant pour sujet : Non-prolifération / République populaire démocratique de Corée.

2012 : résolution no 2051 du Conseil de sécurité des Nations unies ayant pour sujet : La situation au Moyen-Orient.

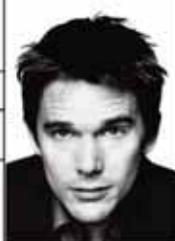
Célébrations :

- Journée mondiale contre le travail des enfants.
- Brésil : Dia dos Namorados (pt), Fête des amoureux, équivalent de la saint-Valentin.
- États-Unis : Loving Day (en), commémore l'arrêt de la Cour suprême des États-Unis en 1967 dans l'affaire Loving v. Virginia, qui mit fin aux seize dernières lois interdisant le mariage interracial dans certains États.
- Paraguay : Fête de l'armistice du Chaco, commémore le cessez-le-feu négocié en 1935 avec l'Argentine.
- Pérou : Día del Informático (Fête des informaticiens).

N° 73



Président russe



BOXE

L'Algérien Karim Bouzidi nommé directeur exécutif de l'AIBA

Le président de l'Association internationale de boxe (AIBA), le Taiwanais Ching-Kuo Wu, a désigné l'Algérien Karim Bouzidi au poste de directeur exécutif en remplacement du Sud-Coréen Ho Kim, a appris l'APS mercredi auprès de l'instance mondiale. "Afin d'éviter une interruption des travaux de l'AIBA après le licenciement de Ho Kim, le président de l'AIBA a immédiatement nommé l'Algérien Karim Bouzidi au poste de directeur exécutif", a indiqué la même source. Karim Bouzidi occupe également le poste du directeur général de la World Séries of Boxing (WSB) depuis la création de cette compétition semi-professionnelle en 2010. "Il est temps pour l'AIBA et le monde de la boxe de se déplacer dans la bonne direction, je pense que la nouvelle vision et le leadership sont deux facteurs primordiaux pour atteindre notre plan dans les quatre prochaines années", a déclaré le président de l'AIBA, Ching-Kuo Wu. Le président de l'AIBA a tenu toutefois à saluer le Sud-Coréen Ho Kim pour sa contribution au développement de l'AIBA tout au long des huit dernières années.



PAIX ET FAIR-PLAY
Cours sur les valeurs et les symboles olympiques lundi à Alger

Un cours expérimental sur les valeurs, les symboles olympiques et la culture de la paix et du fair-play, organisé par le Comité olympique et sportif algérien (COA), se tiendra lundi prochain à la salle Echabab d'Alger, indique l'instance olympique algérienne. Ce cours sera dispensé à la salle Echabab d'Alger, rue Larbi Ben M'hidi, aux élèves des établissements scolaires en présence notamment des ministres de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, et de la Culture, ainsi que des représentants des corps diplomatiques accrédités en Algérie. Par ailleurs, Lord Sébastien Newbold Coe, ancien champion anglais aux quatre médailles olympiques en athlétisme, effectuera les 15 et 16 juin une visite du travail à Alger à l'invitation du Comité olympique et sportif algérien. Lord Sébastien Newbold Coe est l'ex-président du Comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques d'été de 2012, vice-président de l'IAAF, ex-député à la chambre des communes et ex-membre du parlement anglais. L'instance olympique algérienne a initié la conception et la réalisation d'un livret sur les valeurs, les symboles olympiques et la culture de la paix et du fair play. Ce livret a été préfacé par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

PENTATHLON NAVAL

L'équipe de l'EATM de Jijel remporte le titre du championnat national à Oran

L'équipe de l'Ecole d'application des troupes de marine (EATM) de Jijel a remporté le titre du championnat d'Algérie militaire de pentathlon naval, clôturé mercredi à la base navale principale de Mers El-Kébir (Oran).

Cette compétition sportive a été dominée par les athlètes de l'EATM dans les cinq épreuves, à savoir le parcours d'obstacles, la natation de sauvetage, les techniques navales, la natation utilitaire et le cross-country amphibie sur une distance de 500 mètres, qui ont eu lieu à la piscine du complexe sportif de la 2e Région militaire et à la base navale de Mers El-Kébir.

Ce championnat national de quatre jours a regroupé 30 athlètes de 5 équipes re-

présentant la base navale d'Alger, la base navale de Jijel, la base navale principale de Mers El-Kébir, l'Ecole d'application des troupes de Marine/Jijel (EATM) et l'Ecole des sous-officiers des forces navales de Mostaganem. Son niveau technique a été jugé "appréciable", selon les organisateurs.

Ce rendez-vous sportif a constitué une bonne opportunité pour l'évaluation des capacités des athlètes dont certains se sont distingués par leur bonne performance. La manifestation s'est clôturée par une cérémonie de remise de coupes et de médailles aux vainqueurs en individuel et par équipes, présidée par le commandant de la façade maritime ouest, le général Mahfoud Ben-meddad, en présence de ca-



dres et officiers supérieurs.

Voici le classement en individuel et par équipes:

Individuel :

1. Bouhbich Abdelsalam (Ecole d'application des troupes de marine de Jijel, EATM) 5290 points
2. Djedir Mokhtar (Base navale principale de Mers El-Kébir) 5114 points
3. Mokadem Mohamed (Base navale principale de Mers El-Kébir) 5034 points

Par équipe s:

1. Ecole d'application des troupes de marine de Jijel (EATM) avec 15245 points
2. Base navale principale de Mers El-Kébir avec 15025 points
3. Base navale de Jijel avec 14248 points.

HANDBALL (U-19 GARÇONS)

Phases finales du 12 au 17 juin à Ouargla

Les phases finales du championnat national de handball des moins de 19 ans (U-19, garçons), se dérouleront du 12 au 17 juin courant à Ouargla, a-t-on appris du vice-président de la Fédération algérienne de handball (FAHB). La wilaya d'Ouargla abritera aussi, à la même période, les phases finales du championnat de handball (U-18 filles), a ajouté Amrane Stambouli, également président de la ligue de la wilaya de la dis-

cipline. Dix équipes animeront ces phases finales pour chacune des catégories des U-19 garçons et U-18 filles, sachant que les deux groupes sont composés chacun de huit clubs vainqueurs des championnat régionaux saison 2014-2015 et de deux autres représentant le champion de la saison précédente et la wilaya hôte, a-t-il expliqué. Organisée par la FAHB, en coordination avec la direction de la jeunesse et des

sports de la wilaya d'Ouargla, cette compétition sera supervisée par des arbitres continentaux (CAHB) ainsi que des fédéraux, a fait savoir M. Stambouli. Toutes les dispositions ont été prises pour assurer le bon déroulement de ces compétitions que la wilaya d'Ouargla accueille pour la première fois et qu'abriteront les salles omnisports de Rouisset et Sidi-Khouiled, a-t-il ajouté.

HANDBALL/EXCELLENCE MESSIEURS

La JSE Skikda championne grâce à la "grinta" de ses jeunes

La JSE Skikda, sacrée championne d'Algérie, mardi, à l'issue de la vingt-deuxième journée play-off du championnat de division "Excellence" de handball (Messieurs), doit cette performance à la "grinta" de ses jeunes, a estimé mercredi le président du club, Yacine Aliout.

Heureux comme un gamin et ne cachant pas sa fierté, Aliout dédie cette consécration aux jeunes joueurs dont l'âge n'excède pas les 19 ans, et qui ont réussi là où d'autres clubs plus huppés ont échoué" du-

rant cet exercice. "Avec un éducateur de la trempe de Farouk Dehili (le coach, ndlr), enfant du terroir qui, grâce à son sérieux et à ses compétences, est parvenu à propulser une bande de jeunes sur le pinacle sans le moindre tapage médiatique", souligne le président de la JSES.

Aliout insiste également sur le fait que les résultats de son équipe sont aussi "le fruit du centre formation du club fréquenté par 300 jeunes, géré depuis sa création il y a trois ans par Rabah Saâd, et qui a donné des re-

cents jeunes joueurs à l'image de Walid Djebrouni Walid, Amir Mouat Amir ou encore Hachemi Charrad Eddine".

Des jeunes, a-t-il souligné, retenus en équipe nationale en prévision du Mondial des Juniors prévu au Brésil à partir du 21 juillet prochain. Quant à l'équipe "seniors" à qui le trophée de champion d'Algérie sera remis samedi prochain à Bordj Bou Arreridj en marge de la dernière journée du championnat face au Chabab local, est qualifiée pour le championnat d'Afrique des clubs prévu à Agadir (Maroc)

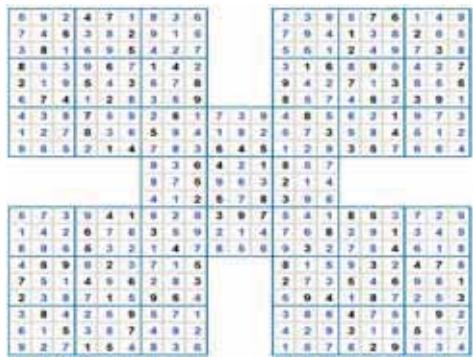
en octobre 2015 et au championnat arabe qu'abritera le Caire (Egypte) en mai 2016.

Effectif champion :

Mohamed-Rafik Babouchi - Hachemi Daifi - Redouane Sameur - Faouzi Laïb - Hicham Kaâbache - Fethi Haouchet - Nasreddine Guedni - Mouloud Bouriche - Ali Boulahsa Tarek Boukhmis - Oussama Boudjenah - Sami Bencheikh - Mohamed Ahdene Djaballah - Walid Djebrouni - Amir Mouat - Hachemi Charrad Eddine.

Entraîneur : Farouk Dehili.

Sudoku N°977



S o l u t i o n

Mots Croisés N°977

SAUCISSONNER
 APPAREIL■OSER
 ISOLEES■CVT■I
 ■N■NAITREREL
 AIS■GEMIROBOL
 E■HIV■MIURNE■
 GYNECEEVE■AU■
 PERDUS■ES■ME
 UT■R■LAD■CORS
 ■I■ALIDO■MOELL
 ONLYSEEN■MENE

Mots Fléchés N°977

A■ORALISE■ELOGE
 GALIPETTES■EN■R
 UNES■TEE■NOS■ER
 ED■ERS■NEOPHYTE
 NOTRE■OS■ITALIE
 AUM■ANGUILLE■ARS
 YIN■TUILES■ANE■
 LLIVIA■ENKI■GRE
 ALLIENT■TYR■YU
 CE■FRAISE■Kilos
 STE■ECRUE■POSAS■
 ATRE■OEIL■URNES
 IEPER■AVANTAGER
 N■E■INUIT■SE■SI

CAN-2017 (QUALIFICATIONS / 1^{RE} J-GR J) ALGÉRIE-SEYCHELLES

Assurer et rassurer dès le début

La sélection algérienne de football tentera samedi de réussir ses débuts en qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017, en accueillant les Seychelles au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h30), pour le compte de la première journée (Gr.J).

Cinq mois après la CAN-2015 où les Verts se sont fait éliminer en quarts de finale par le futur champion ivoirien (3-1), l'Algérie tentera de gagner avec l'art et la manière pour se positionner dans un groupe largement à sa portée, en présence également de l'Ethiopie et du Lesotho, selon les observateurs.

Pour cette rencontre inaugurale, le sélectionneur national Christian Gourcuff s'appuie sur un effectif amoindri par l'absence de plusieurs joueurs. La liste des 23 est marquée par l'absence de certains cadres à l'instar de Yacine Brahimi (FC Porto), Djamel Mesbah (Sampdoria), Medhi Lacen (Getafe) et du gardien Rais M'bolhi (Philadelphia).

phie), ménagés par le coach des Verts, alors que le défenseur Rafik Halliche (SC Qatar) et Abdelmoumen Djabou (Club Africain) sont blessés. Considérée comme le petit poucet de cette poule, la sélection des Seychelles, estime Gourcuff est une "équipe coriace", en dépit du 18^e rang occupé au dernier classement de la fédération internationale (FIFA).

Les Seychelles c'est une équipe coriace. Leur grande force, c'est qu'ils connaissent exactement leur niveau et de ce fait, ils ont beaucoup d'humilité dans leur jeu. C'est une équipe qui n'a pas d'estime de soi, mais qu'on ne surestime pas, mais non plus, mais un match, ça reste toujours difficile. Évidemment, on n'a pas peur de cette équipe, mais on la préparera avec beaucoup de sérieux", a-t-il indiqué lors de sa récente sortie médiatique. Vers un onze inédit Confronté à une cascade de déféctions, le coach des Verts devra opérer une petite "révolution" dans son onze, avec une composante inédite qui sera alignée face aux Seychellois. En effet,



en l'absence de plusieurs cadres non convoqués, le technicien breton qui se retrouve avec un groupe profondément remanié, compte à l'occasion apporter beaucoup de changements au niveau de son onze.

Ainsi, des éléments comme le gardien de but Doukha, les défenseurs Benayada ou Belkaroui devraient enregistrer leur première cape en match officiel, idem pour le revenant Boudebouz, qui sera titularisé en remplacement de Brahimi, plus de deux ans après avoir été écarté de la sélection par Halilhodzic après la CAN-2013 en Afrique du Sud.

Avec un adversaire qui reste à la portée des Algé-

riens, Gourcuff aura une belle occasion de tester de nouvelles variantes de jeu, lui qui n'a cessé d'évoquer son chantier pour un changement dans la composition des Verts en vue des prochaines échéances.

Il s'agit du premier match dans l'histoire des deux sélections qui ne sont jamais rencontrées auparavant. Cette rencontre sera dirigée par l'arbitre mauritanien Mohamed Hamada, assisté de ses deux compatriotes, Cheikh Mamadou Pene et Boubou Cheikhna Demba.

Dans l'autre match du groupe J, l'Ethiopie accueillera dimanche prochain le Lesotho à Addis-Abeba (14h00 algérienne).

LE SÉLECTIONNEUR DES SEYCHELLES ULRICH MATHIOT ADMET : «On va défendre à 10 contre l'Algérie»

Le sélectionneur des Seychelles Ulrich Mathiot admet que son équipe pourrait être amenée à défendre avec 10

joueurs contre l'Algérie samedi au stade Mustapha-Tchaker à Blida, pour le compte de la première journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2017 de football.

«Nous n'avons pas le choix» a-t-il concédé. «Attaque tous azimuts serait suicidaire contre l'Algérie, une grande équipe avec de grands joueurs» a-t-il ajouté au site de la CAF.

L'équipe des Seychelles est à pied d'œuvre à Alger depuis mardi. Elle s'est déplacée sans son coach, retenu par ses engagements comme instructeur CAF. En l'absence d'Ulrich Mathiot, c'est l'entraîneur adjoint Cliff Nolin et l'entraîneur des gardiens Danny Laurette qui vont assurer l'intérim lors des deux matchs contre respectivement l'Algérie et le Mozambique, précise la même source.

L'équipe des Seychelles affrontera l'Algérie le 13 Juin à 20h30 au stade Mustapha-Tchaker de Blida, et se rendra ensuite au Mozambique pour disputer un match le 20 juin pour le compte des éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2016 qualificatifs.

Feghouli blessé, libéré



L'international algérien Sofiane Feghouli, souffrant des adducteurs, a déclaré forfait pour le match

contre les Seychelles prévu samedi à 20h30 au stade Mustapha-Tchaker à Blida pour le compte de la première journée des qualifications de la CAN-2017, a annoncé mercredi la Fédération algérienne de football (FAF).

Selon la même source, le milieu de terrain de Valence a été libéré du stage qu'il effectue avec l'équipe nationale, après l'examen du joueur par le staff médical. Outre Feghouli, la sélection algérienne sera privée de plusieurs joueurs cadres contre les Seychelles à l'instar de Yacine Brahimi (Porto), Djamel Mesbah (Sampdoria), Medhi Lacen (Getafe) et du gardien Rais M'bolhi (Philadelphia), ménagés par le coach des Verts.

La sélection algérienne dirigée par Christian Gourcuff a entamé dimanche un second stage au Centre technique de Sidi Moussa en prévision du match contre les Seychelles. Vingt-deux joueurs désormais partagent à ce regroupement après le forfait de Sofiane Feghouli.

APS

L'équipe des Seychelles à Alger sans l'entraîneur en chef Ulrich Mathiot

L'équipe nationale de football des Seychelles s'est déplacée en Algérie pour affronter les Verts samedi prochain au stade Mustapha-Tchaker à Blida en qualifications de la CAN-2017, sans l'entraîneur en chef Ulrich Mathiot, retenu pas ses engagements comme instructeur CAF, rapporte mercredi la presse locale. Selon le journal *Nation*, les Seychellois ont quitté le pays lundi en direction de l'Algérie en l'absence du sélectionneur Mathiot qui n'a pas fait le déplacement. Il manquera aussi le match à l'extérieur de l'équipe contre le Mozambique en qualifications du championnat d'Afrique des Nations CHAN-2016. En l'absence d'Ulrich Mathiot, c'est l'entraîneur adjoint Cliff Nolin et l'entraîneur des gardiens Danny Laurette qui vont assurer l'intérim lors des deux matchs contre respectivement l'Algérie et le Mozambique, précise la même source. L'équipe des Seychelles tentera lors des deux matchs contre l'Algérie et le Mozambique, précise la même source.

Le Cameroun et la RD Congo se neutralisent

Les sélections nationales du Cameroun et de la RD Congo ont match nul (1-1), mardi soir en amical joué à Mons en Belgique, en prévision des éliminatoires de la coupe d'Afrique des nations de football (CAN-2017) dont le coup d'envoi est prévu pour la semaine prochaine.

Les Congolais ont ouvert la marque par Jordan Botaka à la 11^e, avant que Henri Bedimo n'égalise avant la pause (39^e). Le match a permis aux coachs des deux sélections d'effectuer les derniers réglages, puisqu'il constitue le dernier test avant l'entame de la phase éliminatoire de la CAN-2017.

Les Lions Indomptables recevront la Mauritanie, alors que les Léopards accueilleront Madagascar, le même jour, le 14 juin. Programme des rencontres des groupes du Cameroun et de la RD Congo: Groupe M (Cameroun, Afrique du Sud, Gambie, Mauritanie) : 12/13/14 juin 2015 : Cameroun - Maurice / Afrique du Sud - Gambie 4/5/6 septembre 2015 : Gambie - Cameroun / Maurice - Afrique du Sud 23/24/25/26 mars 2016 : Maurice - Gambie / Cameroun - Afrique du Sud 26/27/28 mars 2016 : Gambie - Maurice / Afrique du Sud - Cameroun 3/4/5 juin 2016 : Maurice - Cameroun / Gambie - Afrique du Sud 2/3/4 septembre 2016 : Cameroun - Gambie / Afrique du Sud - Maurice

Groupe B (RD Congo, Angola, Centrafrique, Madagascar) :

12/13/14 juin 2015 : RD Congo - Madagascar / Angola - Centrafrique 4/5/6 septembre 2015 : Centrafrique - RD Congo / Madagascar - Angola 23/24/25/26 mars 2016 : Madagascar - Centrafrique / RD Congo - Angola 26/27/28 mars 2016 : Centrafrique - Madagascar / Angola - RD Congo 3/4/5 juin 2016 : Madagascar - RD Congo / Centrafrique - Angola 2/3/4 septembre 2016 : RD Congo - Centrafrique / Angola - Madagascar

1^{RE} JOURNÉE / TOGO-LIBERIA Encore un forfait chez les Eperviers du Togo

La sélection togolaise de football devra se passer des services de son attaquant Jonathan Ayité, pour son match contre le Liberia, prévu dimanche à Lomé pour le compte de la 1^{re} journée, groupe A, des éliminatoires de la coupe d'Afrique des nations de football (CAN-2017). Meilleur buteur du championnat de D2 turc avec Alanyaspor et élément essentiel dans le dispositif offensif des Eperviers, Ayité ne se serait pas encore bien remis d'une blessure à la cheville, contractée en championnat lors du match aller des play-offs d'accès de son équipe face à Samsunpor, rapporte mercredi le site Afrik-foot.com. Le forfait d'Ayité s'ajoute à celui du milieu du terrain Alaxys Romao, opéré des adducteurs, ajoute la même source. Par contre, le capitaine des Eperviers Emmanuel Adebayor a finalement rejoint le groupe à l'hôtel ce mercredi et sera à l'entraînement. C'était l'une des conditions du sélectionneur Tom Saintfiet pour le réintégrer à l'effectif. «Je n'ai aucun problème avec Adebayor. Je ne l'ai jamais exclu du groupe. Il s'est exclu lui-même. Il n'a participé qu'à deux entraînements. Je ne peux pas travailler avec lui dans ces conditions», indiquait encore lundi après le match amical face au Ghana, le technicien belge. L'arrivée d'Adebayor s'ajoute, elle aussi, à celle du milieu Lalawele Atakora qui était encore jusque-là retenu par des obligations en club. Outre le Togo, le groupe A des éliminatoires de la CAN-2017, est composé aussi de la Tunisie du Libéria et de Djibouti.

MONDIAL-2018 (QUALIFICATIONS) Le tirage au sort du 25 juillet au centre d'une réunion FIFA-COL

Les préparatifs en vue du tirage au sort préliminaire de la Coupe du Monde 2018, prévu le 25 juillet prochain à Saint-Pétersbourg (Russie), étaient au cœur des discussions de la sixième réunion du Comité de surveillance du Comité organisateur local (COL) de Russie-2018, mercredi 10 juin, dans les locaux gouvernementaux de l'Oblast, à Samara, a indiqué la FIFA.

Le président du COL Vitaly Mutko, qui a dirigé la séance en compagnie du secrétaire général de la FIFA Jérôme Valcke, a effectué un point complet sur les préparations en cours au Palais Konstantinovsky, théâtre majestueux du tirage au sort préliminaire.

Les participants ont ainsi évoqué les différentes activités planifiées pour la semaine de l'événement, au cours duquel seront dévoilés les calendriers de la Coupe du Monde 2018 et de la Coupe des Confédérations de la FIFA 2017. Ils ont par ailleurs passé en revue les moments forts de la cérémonie, qui verra le tirage au sort des qualifications de cinq confédérations. La zone Asie, où les qualifications ont déjà débuté, ne sera pas concernée par le rendez-vous de Saint-Pétersbourg. "Saint-Pétersbourg, l'une des plus belles villes du pays, est également prête à accueillir le tirage au sort préliminaire, premier événement officiel du tournoi. En tant que pays organisateur, nous continuons à remplir nos obligations et à préparer dans les délais impartis l'ensemble des événements et des projets de la Coupe du Monde 2018", a indiqué Vitaly Mutko. De son côté, Jérôme Valcke a estimé que les préparations pour la Coupe des Confédérations et la Coupe du Monde sont "bien avancées" dans l'ensemble et respectent les délais. "Il était important aujourd'hui d'adopter la stratégie environnementale 2018, afin de connaître les grandes lignes d'une gestion durable de la Coupe du Monde, avant, pendant, mais aussi après le tournoi", a-t-il dit. La prochaine réunion du Comité de surveillance se tiendra en novembre 2015 à Nijni Novgorod.

FIFA Démission du directeur de la communication Walter De Gregorio

Le directeur de la communication de la Fifa Walter De Gregorio a démissionné jeudi de son poste "avec effet immédiat", alors que la Fédération internationale de football est secouée par un énorme scandale de corruption. Arrivé à la Fifa en septembre 2011, M. De Gregorio, Italo-Suisse de 49 ans, quitte son poste mais intervient comme "consultant jusqu'à la fin de cette année", a indiqué la Fifa dans un communiqué. C'est son adjoint, le Français Nicolas Maingot, à la Fifa depuis 2001, qui assurera désormais la fonction de directeur de la communication "par intérim". "Walter a fourni un énorme travail depuis quatre ans et nous lui sommes extrêmement reconnaissants de tout ce qu'il a fait", a commenté dans le communiqué le secrétaire général de l'institution, le Français Jérôme Valcke. "Je suis ravi que nous puissions profiter de son expertise jusqu'à la fin de l'année", a-t-il ajouté. La Fifa est confrontée depuis fin mai à une véritable tempête judiciaire en raison d'un scandale mondial de corruption présumée, qui a entraîné l'annonce de la démission de son président, Sepp Blatter, 79 ans, quatre jours après sa réélection.

ES SÉTIF

Le Grenoblois Farès Hachi 3^e recrue estivale du club

Le défenseur Farès Hachi (25 ans) qui évoluait au Grenoble Foot 38, en championnat de France amateurs (CFA), sera la troisième recrue estivale de l'ES Sétif (Ligue 2 Mobilis), a appris l'APS, mercredi auprès du directeur administratif du club, Rachid Djoudi.

"Un accord définitif a été trouvé avec ce joueur qui sera à Sétif dans la soirée de mercredi pour parapher un contrat de deux saisons", a ajouté ce responsable.

Hachi, latéral gauche, passé par le Chamois Niortais (Ligue 2 française), évolue sous les couleurs du GF38, club formateur de Sofiane Feghouli, depuis la relégation de cette équipe en CFA, en 2011, après son placement en liquidation judiciaire.

Ce défenseur, qui devait signer son contrat à l'Entente dans la matinée d'hier, rejoint les deux autres joueurs expatriés qui étaient engagés la semaine

dernière sous les couleurs du club champion d'Algérie, en l'occurrence Walid Chehane (en provenance de Colomiers, en France) et le jeune Adam Tobbal (Espoirs de Fulham, en Angleterre).

LES Sétif ne devrait pas compter, cette saison, sur Mohamed Lagrâa (qui devrait s'engager à l'US Saoura), Ahmed Gasmî, Benjamin Ze Ondo, Lyès Boukria et Farid Mallouli.



LIGUE 1 FRANÇAISE - OLYMPIQUE LYONNAIS

Bahlouli sceptique pour son avenir

Farès Bahlouli, le jeune avant-centre de l'Olympique Lyonnais (Ligue 1 française de football), auteur de quatre apparitions seulement avec l'équipe «seniors» l'an dernier, semble sceptique quant à l'amélioration de son statut la saison prochaine, rapporte mercredi le journal *Le Progrès*. «La saison écoulée a été un peu difficile pour moi, en grande partie parce que j'ai manqué de temps de jeu. Pourtant, j'étais bien et j'avais le potentiel pour jouer, mais le coach a privilégié d'autres choix» a-t-il déclaré au journal.

Le coach Lyonnais, Hubert Fournier, et le président Jean-Michel Aulas avaient expliqué que le jeune Algérien (20 ans) était en surpoids, et que c'est uniquement par rapport à cette situa-



tion qu'il ne jouait pas, car technique-ment parlant, il est considéré comme

«doué». En milieu de saison, Bahlouli a été envoyé en Italie pour faire une cure d'amaigrissement dans un centre spécialisé, dans la région de Merano. A son retour en France, il pesait 6 kilos en moins et semblait dans une forme athlétique, mais son statut de remplaçant n'a pas changé pour autant. «Je reconnaîs que j'avais besoin de cette cure. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai bien bossé en Italie. Seulement, malgré tous mes efforts, pas une fois je n'ai été retenu parmi le groupe à mon retour. Je n'ai pas eu ma chance» a encore déploré Bahlouli. Le jeune Algérien semble appréhender la production d'un scénario similaire l'an prochain, surtout en présence d'une rude concurrence en attaque.

MC ALGER

Kheireddine Marzougui 4^e recrue

L'attaquant du RC Relizane, Kheireddine Marzougui, s'est engagé mercredi pour deux saisons avec le MC Alger (Ligue 1 algérienne de football), devenant ainsi la quatrième recrue estivale du club, a appris l'APS auprès de la direction. Marzougui (23 ans) rejoint ainsi le défenseur Rachid Bouhenna (ex-CS Constantine), le milieu de terrain Abdelmalek Mokdad (ex-RC Arbaâ) et le gardien de but Jonathan Matijas (ex-USM Bel-Abbès). Marzougui s'est illustré lors de la saison der-



nière avec le RCR, qui vient d'accéder en Ligue 1, en terminant meilleur buteur de la Ligue 2 avec 17 réalisations.

D'autres éléments devraient s'engager prochainement avec le

Doyen, à l'image de l'attaquant du MO Béjaïa, Faouzi Yaya, qui a donné son accord pour signer jeudi. Le néo-international, le défenseur Hocine Benayada (ASM Oran) pourrait également s'engager avec le Doyen après le match des Verts face aux Seychelles samedi. Le président du MCA, Abdelkrim Raissi a affirmé récemment que le club compte se renforcer encore avec deux attaquants et un défenseur polyvalent pour clore le recrutement.

LIGUE 1/ TRANSFERT (MO BÉJAÏA) Billel Mebarki 1^e recrue



L'attaquant de l'USM Harrach, Billel Mebarki, est devenu mercredi la première recrue estivale du MO Béjaïa, en s'engageant pour un contrat de deux saisons, a appris l'APS auprès de l'équipe de la Ligue 1 professionnelle de football.

La direction du MOB devrait finaliser avec d'autres joueurs dans les prochains jours pour remplacer ceux qui viennent de quitter la formation de la Soummam, notamment Faouzi Yaya et Faouzi Rahal. Auteur d'une saison remarquable, bouclée par une historique Coupe d'Algérie et une deuxième place au classement final de la Ligue 1, le MOB se trouve sans entraîneur après le départ d'Abdelkader Amrani pour Al-Raed (division 1 saoudienne). Selon le président du club, Aboubaker Ikhlef, le successeur d'Amrani «sera connu au plus tard jeudi».

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE/ PRÉPARATION L'USM Alger en stage à Casablanca du 13 au 21 juin

L'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football), effectuera un stage préparatoire à Casablanca au Maroc du 13 au 21 juin, en vue de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, a appris l'APS mercredi auprès de la direction du club algérois. Versés dans le groupe B, les Algériens entameront la phase de poules en déplacement face à l'E Sétif, le samedi 27 juin (22h00). L'autre représentant algérien dans cette épreuve, le MCE Eulma, ira défier à Khartoum Al-Merreikh du Soudan. Côté recrutement, le club de la capitale a assuré jusqu'à la signature du défenseur central de l'USM Harrach Mazari Chakib Arselane en attendant d'autres arrivées. Le club devra nommer prochainement un nouvel entraîneur en remplacement de l'Allemand Otto Pfister, limogé à deux journées de la fin du championnat. La reprise des entraînements, effectuée lundi dernier, s'est déroulée sous la houlette du duo Mounir Zeghdoud-Mahieddine Meflah, en présence du nouveau préparateur physique, Boudjamaâ Mohamedi. L'USM Alger n'a assuré son maintien qu'à la 30^e et dernière journée du championnat, à l'issue de sa victoire à domicile face à l'ASO Chlef (3-1).

RÉMY EXPÉDIÉ DANS UN AUTRE CLUB DE LONDRES ?

Selon *The Express*, les dirigeants de West Ham pourraient rapidement passer à l'action afin de s'attacher les services de l'ancien joueur de l'OM ou encore de l'OL. En effet, les Hammers auraient fait de Loïc Rémy une de leurs priorités, en matière de recrutement, suite à la nomination du manager Slaven Bilic. Dans cette écurie londonienne, l'international français aurait la garantie d'être titulaire d'entrée de jeu à la pointe de l'attaque alors qu'il risque clairement de souvent cirer le banc à Stamford Bridge la saison prochaine.

VAN PERSIE «Nous allons dépenser 275M€ cet été»

L'attaquant de Manchester United, Robin van Persie, espère que son club dépensera 275 millions d'euros lors du mercato estival.

Si l'avenir de Robin van Persie n'est pas fixé à Manchester United, ce dernier espère que les Red Devils vont se renforcer cet été afin de pouvoir rejouer le titre en Premier League la saison prochaine. Et pour cela, l'attaquant néerlandais souhaite que son club dépense une fortune lors du mercato estival : "United a dépensé 275 millions d'euros pour des joueurs l'année dernière et ils vont dépenser à nouveau 275 millions cet été pour avoir une équipe compétitive pour le titre", a ainsi assuré Van Persie.

Louis van Gaal avait en effet recruté six joueurs l'été dernier à Old Trafford, incluant notamment la signature de l'argentin Ángel di María, pour une somme record de 75 millions d'euros. Après une saison décevante tant sur le plan individuel (seulement 10 buts inscrits) que collectif, Robin van Persie attend donc d'y voir plus clair sur les intentions du club la saison prochaine avant de prendre une décision quant à son avenir au sein du club mancunien : "C'est mon ambition de jouer le plus de match possible la saison prochaine. Je me sens en forme comme jamais. Je sais que plus je jouerais de match, mieux je me préparerais pour l'Euro l'été prochain. Je prendrais tout en considération quand je déciderais de mon futur, et je sais que je dois être réaliste à propos de cette situation."

IBRAHIMOVIC... LE GRAND FLOU...

Star du PSG depuis son arrivée au club en 2012, Zlatan Ibrahimovic peut-il quitter Paris dès cet été ? Pas impossible...

Et maintenant Arsenal. D'après le média italien TMW, relayé par le Daily Telegraph, Arsenal serait également intéressé par le profil de Zlatan Ibrahimovic. Les Gunners pourraient même formuler une offre très rapidement. Depuis plusieurs jours, le Milan AC tente de passer la vitesse supérieure. D'après Tuttosport, des contacts ont été noués entre l'entourage du Suédois et les dirigeants lombards. Ibrahimovic, arrivé au PSG en 2012, n'a plus qu'un an de contrat à Paris. Certains clubs se sentent pousser des ailes. Pourquoi ? Car il se murmure que le PSG pourrait laisser filer le Suédois dès cet été. Ibrahimovic a déjà 33 ans. Et il a encore déçu lors des grands matchs européens cette saison. « Zlatan va être un problème pour le PSG s'il n'est pas bien géré. Le PSG sera plus fort quand il ne sera plus là », a lâché Daniel Riolo dernièrement.



HANDANOVIC NE REMPLACERA PAS DE GEA

Le départ du dernier rempart espagnol inciterait sûrement les Red Devils à recruter un autre portier même si Victor Valdés (ex-Barça), qui est la doublure de David De Gea pour le moment, pourrait prendre le flambeau. Par le biais du média *FcInternews*, l'agent de Samir Handanovic, Federico Pastorello, a souligné le fait que son protégé ne devrait pas quitter l'Inter afin de signer à MU. "Ce ne sont que des rumeurs et des choses pour les médias. Il n'y a rien de vrai.

Je n'ai pas parlé avec eux (les Mancuniens). L'exclus le fait que Samir pourrait aller à Old Trafford même si le marché est imprévisible", a-t-il tout de même admis.



AUBAMEYANG AU COEUR D'UNE AFFAIRE

Pierre-Emerick Aubameyang (25 ans) est au cœur d'une affaire outre-Rhin. L'agent qui a participé à son départ vers le Borussia Dortmund, Carlos Ariño, s'estime floué. Alors qu'il devait percevoir une commission sur les salaires de l'attaquant passé par Saint-Étienne, le représentant crie au scandale. Selon le média allemand *WRD*, ce dernier a ainsi demandé au BVB de rendre publics les émoluments de l'international gabonais, histoire de prouver sa bonne foi. Il a d'ailleurs fait appel au Tribunal Régional de Dortmund pour appuyer sa requête. À la justice de trancher donc.



AGUÉRO VERS LE REAL MADRID ?

Sergio Aguero pourrait quitter Manchester City pour le Real Madrid cet été. L'Argentin est "le tube de l'été" chez les Blancos pour ce mercato estival.

Sergio Aguero très sérieusement visé par le Real Madrid

Rafael Benitez n'a pas encore pris place sur le banc du Real Madrid, mais a déjà commencé à travailler sur les prochaines recrues qui vont venir renforcer son prochain groupe. Sergio Aguero serait sa priorité de ce mercato estival, d'après le quotidien *AS*.

L'attaquant de Manchester City, selon le média espagnol, est la principale cible du Real Madrid de ce mercato estival. Mais le héros national de l'Argentine ne devrait cependant pas être envoyé au club merengue par ses dirigeants comme une lettre à la poste. Manchester City qui n'a pas envie de le vendre ne devrait s'y résoudre qu'en cas d'offre très importante puisqu'il est sous contrat jusqu'en 2019 et est estimé à près de 90 millions d'euros.



ALGÉRIE - MÉDITERRANÉE

L'Algérie participe à la réunion de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée

L'Algérie, représentée par l'Assemblée populaire nationale (APN), participe à Milan (Italie) aux travaux de la réunion de la 2e commission de coopération économique, sociale et environnementale relevant de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée.

Logo de la première journée de la conférence placée sous le thème "Sciences, technologie et environnement: gestion des déchets et sécurité alimentaire", les participants se pencheront sur les moyens de tirer avantage des déchets organiques dont les engrangements agricoles et l'impact positif de ces déchets sur certains secteurs sensibles dans la région du bassin méditerranéen comme la protection de l'environnement et la sécurité alimentaire", a indiqué un communiqué de l'APN. Au programme de la seconde journée, une visite de l'exposition de Milan dont l'édition 2015 est placée sous le slogan "Alimentation de la planète: énergie pour la vie" est prévue.

EL GHAZI À GENÈVE

L'Algérie est «soucieuse» de renforcer le rôle de l'OIT

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale Mohamed El Ghazi a affirmé mercredi à Genève que l'Algérie était «soucieuse» de renforcer le rôle de l'organisation internationale du travail exprimant à nouveau la disposition à promouvoir le partenariat Sud-Sud.

Dans une allocution devant les participants à la 104^e session de l'OIT, M. El Ghazi a indiqué que l'Algérie était «soucieuse de renforcer le rôle de l'OIT pour la concrétisation du concept de travail décent et d'élargissement de la couverture sociale à tous les individus en âge de travailler et qui sont en mesure de le faire», rapportait hier un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Le ministre qui a présenté l'expérience algérienne en matière de dialogue et de protection sociales, a réitéré la «disposition» de l'Algérie à promouvoir le partenariat Sud-Sud, a ajouté la même source.

Le ministre a soutenu que l'OIT était appelée, pour son prochain centenaire, à relever moult défis afin d'instaurer un monde de justice et d'équité au sein des nations et parmi ces dernières, a poursuivi le communiqué. L'intervention du ministre est intervenue dans le contexte de l'examen du rapport du directeur général de l'OIT intitulé initiative du centenaire sur l'avenir du travail et qui sera soumis à la 108^e session ordinaire de l'organisation prévue en 2019 année de la célébration de son 1^{er} centenaire.

Selon le représentant de l'Algérie, enchaîne la même source, l'OIT est dotée de mécanismes à même de sous-tendre les discussions à l'instar du pacte mondial de l'emploi, le programme pour une migration équitable et la déclaration de guides tripartites sur les entreprises multinationales et la politique sociale.

L'OIT «doit» poursuivre l'exécution et le suivi du programme de travail décent en apportant une aide permanente aux gouvernements pour la mise en œuvre de programmes visant à faire du travail décent une réalité en tant que facteur essentiel des stratégies de lutte contre la pauvreté. Il a évoqué la problématique d'élargissement des bases de protection sociale dans la perspective de concrétiser l'objectif d'extension de la couverture sociale. En marge des travaux, M. El Ghazi a eu des entretiens bilatéraux avec le directeur général de l'OIT, Guy Ryder, la ministre du travail sud-africaine Mildred Oliphant et le vice ministre des ressources humaines et de la sécurité sociale chinois Kong Changseng, rapporte encore le communiqué.

Les entretiens ont porté sur les moyens de promouvoir les relations bilatérales et des questions d'intérêt commun concernant le monde du travail de l'emploi et de la sécurité sociale.

La conférence de l'OIT regroupe chaque année à Genève les délégués des parties du travail (Gouvernements, travailleurs et patronats) des 185 pays membres pour examiner et débattre de thèmes intéressant le monde du travail. La présente session devra également étudier les propositions de programme et de budget pour les exercices 2016-2017.

Le Président Bouteflika reçoit Lakhdar Brahimi

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu, mercredi à Alger, le diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères, Lakhdar Brahimi.



Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, M. Brahimi a indiqué avoir évoqué avec le Président Bouteflika plusieurs sujets dont particulièrement «les aspirations et les projets de l'Algérie».

L'entretien a porté sur la «situation grave dans les régions arabe et africaine» notamment «au Mali, en Libye, en Syrie et en Irak, outre les

souffrances du peuple palestinien», a-t-il ajouté. L'ancien ministre des Affaires étrangères a affirmé avoir informé le président de la République sur «la rencontre qui l'a regroupé ainsi que des membres du Comité des sages (Global elders) institué par Nelson Mandela, avec le Président russe Poutine à Moscou et qui a porté sur la situation en

Ukraine et dans la région arabe». Le dernier poste occupé par M. Brahimi était celui d'envoyé des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie avant de démissionner en mai 2014.

Il est actuellement membre du Groupe des Sages de l'Union africaine et membre du Comité des sages.

SOMMET DE L'UA À JOHANNESBURG

M. Sellal représente le Président Bouteflika

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a chargé le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, de le représenter à la 25^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), prévue samedi et dimanche, à Johannesburg (Afrique du Sud). M. Sellal sera ac-



compagné du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Ramtane Lamamra et du ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, précise jeudi un communiqué des services du Premier ministre.

Intense activité de M. Lamamra

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a eu jeudi plusieurs entretiens avec ses homologues africains, à Johannesburg, en marge des travaux de la 27^e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA).

M. Lamamra s'est entretenu avec son homologue botswanaise, Mme PelonimiVenson-Moitoi. Les échanges ont porté sur les conclusions de la retraite ministérielle et les questions stratégiques inscrites à l'ordre du jour de la Conférence.

des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union. Les ministres ont également discuté de l'état des relations algéro-botswanaises et des perspectives de coopération entre les deux pays.

M. Lamamra a, également, rencontré le ministre des Affaires étrangères de Zambie, M. Harry Kalaba, et le secrétaire d'Etat aux Relations extérieures de l'Angola, M. Manuel Domingos Augusto.

Outre les questions bilatérales, les ministres se sont penchés sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun.



ALGÉRIE - AFRIQUE

Mme Meslem samedi à la 14^e AG de l'OPDAS à Johannesburg

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, Mme Mounia Meslem Si Amer, représentera l'Algérie aux travaux de la 14^e Assemblée générale extraordinaire de l'Organisation des premières dames d'Afrique contre le VIH/SIDA (OPDAS) qui se tiendront le samedi au lundi à Johannesburg (Afrique du Sud).

Le thème de cette réunion sera articulé sur «Le renforcement des



partenaires pour mettre fin au sida d'ici 2030 et pour l'autonomisation des femmes vis-à-vis de leur droit à la santé», indique un communiqué du ministère de la Solidarité nationale.

L'élection de la présidente, de la vice-présidente ainsi que les membres du comité directeur de l'OPDAS, est prévue à l'occasion de la tenue de cette assemblée générale.

APS